

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Droite ou gauche, tous contre les ouvriers

Les «bonnes raisons» que donne Balladur pour nous faire accepter les sacrifices - le redressement de l'économie nationale, la lutte contre le chômage, la défense des acquis sociaux, etc. - ne sont que purs mensonges. C'est une rengaine que tous les gouvernements précédents, de droite comme de gauche, nous ont déjà servi maintes fois, à chaque nouveau plan d'austérité : «Serrez-vous la ceinture aujourd'hui, ça ira mieux demain.»

Cela, nous ne pouvons plus l'accepter. D'abord, parce que la défense du capital national, c'est l'affaire de la bourgeoisie, pas la nôtre. La classe ouvrière, elle, n'a aucun intérêt commun avec ses exploités. Ensuite, parce que, face à une crise mondiale et sans issue, aucune politique ne pourra permettre un quelconque redressement de l'économie nationale. Les sacrifices qu'on nous impose aujourd'hui ne font que préparer des sacrifices encore plus douloureux demain. Et cela, la bourgeoisie le sait parfaitement.

Voilà pourquoi elle se prépare dès aujourd'hui à affronter la riposte des ouvriers.

Ainsi, en même temps que Balladur annonce son premier plan d'austérité, Pasqua sort déjà la matraque au nom de la «chasse aux clandestins» ou aux «terroristes». Et pour que chacun sache qu'il faut respecter la «force de la loi» capitaliste, on n'hésite pas à monter en épingle l'affaire de la prise d'otages à l'école maternelle de Neuilly pour nous vanter l'efficacité d'une police propre (et sans bavure !), prête à tirer sur tout ce qui bouge.

Quant à toutes les forces de gauche et d'extrême gauche, qui se réclament, dans l'opposition, des vraies valeurs de la démocratie et du progrès social, elles ne sont pas en reste. Pendant que la droite cogne, ces prétendus défenseurs des ouvriers, cherchent aujourd'hui à nous mystifier pour mieux saboter nos luttes contre les attaques du gouvernement. C'est ainsi qu'on les voit tous - PS, PC, gauchistes et syndicats - occuper tout le terrain social, dénoncer à cor et à cri les attaques de la droite.

Il y a d'abord ceux qui gesticulent contre la réforme du code de la nationalité dans le seul but de faire diversion, d'amuser la galerie et de nous diviser entre ouvriers français et «étrangers».

Et puis, il y a ceux qui, comme la CGT, en se présentant comme les plus «combattifs», viennent compléter le travail sur le terrain même de la lutte, en poussant partout les ouvriers dans des grèves bidon et sans lendemain (voir article page 2).

Il n'y a pas de différence de nature entre la droite et la gauche. Ce sont tous des défenseurs acharnés du capital national. Les discours «radicaux» des partis de gauche, des syndicats et de leurs appendices gauchistes ne visent qu'à dévoyer notre colère dans des impasses, pour faire passer les attaques du gouvernement et lui permettre de cogner encore plus fort demain. Face à ce tir groupé de toutes les forces du capital, il n'y a qu'une seule façon de défendre nos conditions de vie et l'avenir de nos enfants : la lutte massive, unie et solidaire de toute la classe ouvrière, sans distinction entre secteur public et secteur privé, entre travailleurs français et immigrés, entre chômeurs et «actifs».

Pour cela, nous ne devons compter que sur nos propres forces et nous détourner de tous ces faux amis qui cherchent aujourd'hui à nous faire oublier la politique anti-ouvrière qu'ils ont eux-mêmes menée ou soutenue quand la gauche était au gouvernement.

Camille (22/05/93)

Contre le plan Balladur Il faut lutter mais pas derrière la gauche et les syndicats

Le déchaînement d'attaques que vient d'annoncer le gouvernement Balladur est une offensive en règle contre les conditions de vie de la classe ouvrière. La gifle est cinglante. C'est un électrochoc. C'est une attaque tous azimuts, massive et frontale. Ce sont tous les ouvriers, dans tous les secteurs, actifs ou inactifs, qui sont aujourd'hui brutalement frappés par un seul et même plan d'attaques contre l'ensemble de leurs conditions d'existence.

Droite ou gauche, pas de temps mort dans les attaques

Hier c'était la gauche, aujourd'hui c'est la droite qui n'y va pas par quatre chemins. Elle bloque les salaires des fonctionnaires comme l'avait fait, avant elle, le gouvernement Mauroy. Elle augmente de manière spectaculaire les taxes sur le carburant et sur l'alcool. Toujours dans les traces de la gauche, elle double la CSG, cet impôt parait-il temporaire, prélevé à près de 95 % sur les revenus bruts des salariés, des chômeurs et des retraités. En son temps, Balladur, alors dans l'opposition, l'avait trouvé «inique». Aujourd'hui, Rocard, en père indigne, a le culot de ne plus reconnaître son enfant.

Le second volet de ce plan d'austérité concerne le salaire social des ouvriers. Avec ces attaques, c'est le plus vieux mythe de l'Etat providence, déjà sérieusement mis à mal par la gauche, qui s'effondre. Le forfait hospitalier est augmenté de 10 francs. Instauré par le communiste Ralite, alors membre du gouvernement socialiste, celui-ci n'a cessé d'être augmenté

jusqu'au gouvernement Cresson qui en juin 92 venait de le passer de 33 à 50 francs. Pour faire bonne mesure, et ne pas être en reste, la droite établit un forfait de 10 francs non remboursable par ordonnance médicale, et annonce que certains médicaments ne seront plus remboursés. Déjà la gauche avait tranché dans le vif. De nombreux médicaments qu'elle osait qualifier «de confort» ont cessé d'être remboursés. Le taux de remboursement des soins par la Sécurité Sociale a, lui aussi, été sérieusement amputé. Les cotisations d'assurance-maladie atteignent aujourd'hui 6,8 % contre 5,5 % en 1980. Quant à la cotisation d'assurance vieillesse, elle a quasiment doublé en 11 ans de gouvernement socialiste.

Le coup de massue que le gouvernement nous assène aujourd'hui n'est rien d'autre que la poursuite amplifiée des attaques portées par la gauche au pouvoir. Il y en a bien sûr qui, pour excuser déjà la gauche, cherche dans les mesures annoncées une spécialité de droite. A les entendre, jamais la gauche n'avait eu l'audace de toucher aux pensions des retraites. Mensonges ! Tout au long des années 80, le pouvoir d'achat des retraités, déjà ramené à une misère, a subi une érosion permanente pour atteindre son niveau record dans la seule année 84, avec une baisse officielle de 2 %. Le démantèlement pur et simple des caisses de retraite qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est dans le livre blanc de Rocard que la droite a pioché ses idées. Elle a piqué l'idée de porter les cotisations de 37,5 ans à 40 ans. Ce qui revient bel et bien à remettre en cause l'âge de la retraite à 60 ans sans vouloir l'avouer officiellement. C'est en-

core à la même source qu'elle puise l'idée d'effectuer le calcul des pensions, non plus sur les 10 «meilleures» années de travail mais sur les 25 «meilleures» années. Avec toutes ces attaques contre le revenu des retraités, jamais, dans l'histoire de ces quarante dernières années, la bourgeoisie n'avait affiché un cynisme aussi indécent, un tel mépris pour cette partie de la classe ouvrière qui cesse de produire pour le capital.

Il n'y a rien de nouveau dans la nature anti-ouvrière de ce plan d'austérité, plus brutal que le précédent mais dans sa directe continuité. Quelle différence entre celui de Mauroy en 1981, de Delors en 1982 et 1983, la politique de Fabius en 1984 et 1985 sur la flexibilité et la mobilité de l'emploi par exemple, ou celle de Chirac en 1986 et l'actuel programme de Balladur ? Pour la classe ouvrière, aucune, sinon que chaque plan est plus insupportable et plus intenable que le précédent. Les sacrifices imposés par Balladur aujourd'hui ne sont ni plus ni moins que ceux préparés par le gouvernement Bérégoz. Il ne manquait plus que le moment propice pour les annoncer. Voilà qui est fait maintenant que tout est rentré dans l'ordre, que la gauche a regagné l'opposition et la droite le pouvoir.

Chômage : le pire est devant nous

Mais l'attaque d'ampleur, celle qui les contient toutes, l'attaque la plus douloureuse pour la classe ouvrière, c'est le chômage. Pour chaque travailleur exclu définitivement du système de production ce n'est pas seulement un peu plus de misère ; c'est qu'à la dégradation immédiate des conditions de vie s'ajoute le désespoir, celui de n'être plus rien. Dans cette tâche, la gauche a été exemplaire. C'est à une deuxième génération de chômeurs qu'elle a ouvert grand les portes. La droite peut le remercier. En 11 ans, les plans de licenciements se sont succédés les uns aux autres, inexorablement. Les jeunes des banlieues défavorisées ont depuis longtemps perdu l'espoir de trouver un boulot. Entre 1981 et 1992, le nombre de chômeurs inscrits officiellement à l'ANPE est passé de 1 800 000 à plus de 3 000 000. Ces chiffres, de l'aveu même du gouvernement, ne correspondent pas

(SUITE PAGE 3)

Luttes dans la métallurgie allemande LES SYNDICATS ORGANISENT LA DIVISION

Aujourd'hui, face aux attaques incessantes que lui assène la bourgeoisie allemande, engluée dans une récession brutale (voir article p. 5), le prolétariat d'Allemagne exprime de plus en plus ouvertement sa colère. Ces dernières semaines, de nombreuses manifestations ont eu lieu un peu partout. Et même si ces manifestations sont pour l'instant très bien encadrées par les syndicats, elles sont très significatives. Elles expriment une réelle volonté des ouvriers de se battre pour répondre aux plans de licenciements et aux décisions de fermer purement et simplement certaines unités de production, à l'image de l'usine Krupp à Rheinhausen.

80 000 sidérurgistes ont manifesté à Bonn, 100 000 mineurs à Bochum, les ouvriers de chez Bosch ont manifesté à Stuttgart contre des licenciements en cours, il y a eu aussi des manifestations à Dortmund, Cologne, Hambourg... Tandis qu'à l'est de l'Allemagne, des manifestations réunissant environ 30 000 personnes se déroulaient à Leipzig et Postdam et qu'une marche des mineurs était organisée à Berlin.

Toutes ces expressions du profond mécontentement qui règne dans la classe ouvrière en Allemagne se situent à un moment où le gouvernement,

qui commence à mesurer l'ampleur et la profondeur de la récession, laisse entendre qu'il y aura encore une aggravation de la situation économique et de nouvelles mesures à prendre contre les salaires, les allocations chômage et plus généralement contre tous les revenus sociaux.

Les syndicats entraînent les luttes sur des terrains pourris et sèment la division.

La bourgeoisie allemande a donc conscience de l'inévitabilité et de l'étendue des attaques qu'elle doit encore asséner mais aussi des potentialités des réactions ouvrières et c'est une fois de plus l'arme syndicale qui est utilisée pour semer la confusion et la division dans les rangs ouvriers.

A l'ouest, face à la combativité des ouvriers, les syndicats tentent de dévoyer la lutte à travers des mots d'ordre particulièrement pourris. Face au mécontentement des sidérurgistes de la Ruhr par exemple, les syndicats ont mis en avant des mots d'ordre du style «sauvons la Ruhr». De tels appels

(SUITE PAGE 4)

SOMMAIRE

FRANCE	
Sopalin : ... les syndicats font passer la pilule.....	p2
Licenciements minute à SKF, Bull, Iveco.....	p2
Le PCF et la CGT restent les ennemis des ouvriers.....	p2
Loi Pasqua sur l'immigration.....	p3
Prise d'otages de Neuilly.....	p3
Suicide de Bérégoz.....	p3
SITUATION INTERNATIONALE	
Le capital allemand au bord du gouffre.....	p4
Yougoslavie : les grandes puissances ne défendent que leurs intérêts impérialistes.....	p5
LCR : sergent-recruteur pour la guerre.....	p5
Cambodge : les grandes puissances à l'oeuvre.....	p5
POLEMIQUE AVEC CWO	
Quand l'ignorance de l'histoire.....	p6
Lutte Ouvrière	
Anticapitaliste en paroles antiouvrier en fait.....	p8

SOPALIN

Le patron licencie, les syndicats font passer la pilule

Depuis des mois, d'abord sous la responsabilité du gouvernement Bérégovoy, et aujourd'hui sous celle du gouvernement Balladur, des plans de licenciements sont mis en place dans de nombreuses entreprises à travers toute la France. Il n'est pas un jour sans que la presse ne fasse part de «dégraissages» massifs dans telle ou telle usine, quand il ne s'agit pas tout bonnement de fermetures, qui plongent dans le chômage et jettent à la rue des dizaines de milliers d'ouvriers supplémentaires.

Face à ces attaques quotidiennes et sans cesse répétées des tenants du capital français, ici et là les ouvriers réagissent en exprimant de plus en plus ouvertement leur combativité, et en montrant qu'ils ne sont plus disposés à subir passivement la loi de ce système en crise. Malheureusement, pas une seule de leurs réactions n'échappe à l'entreprise de sabotage que mettent systématiquement en place ces pseudo-défenseurs de leurs intérêts que sont les syndicats. Il en est ainsi depuis des décennies, et on peut encore le constater ces derniers temps dans différentes entreprises qui licencient massivement comme Hoover, Grundig, Knoll, Michelin, etc. La stratégie des syndicats est toujours la même : en s'appuyant sur la colère légitime des ouvriers, ils «organisent» des mouvements et des actions prétendument radicaux, des luttes bien isolées les unes des autres qu'ils font traîner en longueur jusqu'au pourrissement, c'est-à-dire jusqu'à la démolition et la défaite. La lutte récente à Sopalín qu'ils cherchent à nous présenter comme exemplaire en est une parfaite illustration.

Grâce à eux, d'une part les licenciements -et toutes les attaques anti-ouvrières en général- finissent par passer et, d'autre part, toute la colère qui tend à s'accumuler dans l'ensemble de la classe ouvrière est dispersée, toute sa combativité dévoyée, stérilisée.

À l'initiative de la Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier et de la Communication (FILPAC-CGT), une grève de solidarité était déclenchée le 29 avril dernier, occasionnant l'absence quasi totale de journaux dans les kiosques de France. Cette «solidarité» spectaculaire braquait ainsi tous les feux de l'actualité sur la lutte des ouvriers de l'entreprise Sopalín qui venaient d'être évacués violemment, par les C.R.S., de l'usine qu'ils occupaient à

Sotteville-lès-Rouen. À cette occasion, on apprenait que ce mouvement de grève avec occupation, dirigé par la CGT, durait depuis plusieurs mois, depuis que les «Sopalín» avaient appris que 312 d'entre eux (sur 465) allaient être licenciés. Si l'on en croit tous ceux qui, aujourd'hui, crient au scandale contre le sort fait aux travailleurs et contre la brutale réponse du gouvernement de droite, cette lutte serait

exemplaire par la détermination et la ténacité dont ont fait preuve les ouvriers, ainsi que par sa popularité. N'a-t-elle pas trouvé un puissant soutien auprès d'ouvriers d'autres secteurs (en l'occurrence ceux du livre), de la population et plus généralement auprès de toutes les «forces de progrès»?

En réalité, cette lutte n'est pas un exemple et ne doit pas être un exemple à suivre pour la classe ouvrière. Elle est, au contraire, une illustration parfaite des capacités qu'ont les syndicats pour saboter toute réaction ouvrière.

Tous ces faux amis saluent la détermination de la lutte à Sopalín ? Pour eux, cette détermination s'est exprimée à travers le fait que les ouvriers, encouragés et manipulés par la CGT, ont occupé leur usine. L'occupation n'est ni une arme ni une preuve de la force des ouvriers en lutte, au contraire. Par ce moyen, les syndicats arrivent à cantonner la lutte au cadre strict de l'usine, à l'isoler alors que les travailleurs concernés ont, au contraire, tout intérêt à sortir de ce cadre pour aller chercher le soutien et la solidarité des ouvriers des entreprises qui sont aux alentours afin d'espérer faire une pression efficace contre les patrons. N'oublions jamais que cette tactique de pousser les ouvriers à occuper leur lieu de travail avait été utilisée avec succès par la bourgeoisie, grâce aux syndicats, contre le formidable mouvement de grève de Mai 68. C'est comme cela que toute l'énergie et la combativité ouvrières ont pu être morcelées et dispersées, et qu'ainsi la bourgeoisie a pu finalement contrôler le mouvement. Au niveau de Sopalín, la CGT a poussé le zèle jusqu'à appliquer cette manoeuvre pendant plus de deux mois. C'est comme cela que les ouvriers ont eu l'illusion d'avoir fait une grève «dure», d'avoir exprimé fortement leur détermination et leur combativité. Et pour bien leur enfoncer le clou dans la tête, ils ont eu droit à un dévouement final à travers une bagarre avec les C.R.S.

Les mêmes faux amis saluent la ténacité du mouvement parce que celui-ci dure depuis décembre dernier. En réalité, la CGT a embarqué les ouvriers dans une grève longue, épuisante et sans lendemain. La classe ouvrière a fait l'expérience de ce type de manoeuvres à de trop nombreuses reprises en suivant les syndicats. Comment ne pas se souvenir notamment de la «grande» lutte des mineurs anglais en 1984, que le syndicat de Scargill, le NUM, avait fait durer

plus d'une année, qui n'a pas fait reculer le gouvernement Thatcher d'un iota, et qui s'est soldée par une défaite ouvrière cuisante et démoralisante.

Quant à la pseudo-popularité de la lutte à Sopalín, regardons-y de plus près. Le soutien des «forces de progrès», c'est celui des politiciens de la bourgeoisie depuis les «élus» du PCF jusqu'aux Verts. Et au niveau d'une solidarité dans le monde ouvrier, il y a bien eu les 24 heures de grève organisées par la FILPAC dans le secteur de la presse, mais c'est le cas typique de la fausse solidarité dont sont spécialistes les syndicats, c'est-à-dire une grève symbolique, dans un secteur parfaitement contrôlé, qui, en fin de compte, ne sert à rien et tend même à détourner les ouvriers de la véritable solidarité de classe. Celle-ci consiste en effet à entrer en lutte pour rejoindre réellement un mouvement, pour élargir autant que possible le front de classe afin de faire une pression efficace contre la bourgeoisie et la faire reculer.

La CGT a même réussi à détourner les ouvriers de leur préoccupation première -qui était de conserver leur emploi- en les faisant se battre pour la défense de l'usine contre le vilain patron américain (Kimberly-Clark), les plaçant ainsi sur un terrain nationaliste.

Aujourd'hui, le travail a repris à l'usine Sopalín et les licenciements sont passés pour la plupart : 267 au lieu des 312 prévus initialement. Les responsables syndicaux ont beau essayer de faire croire que la lutte a payé (la direction de l'entreprise a doublé les indemnités de licenciement, mais celles-ci ne peuvent, au mieux, que compenser les pertes de salaire du fait d'une grève qui a duré plus de 6 mois), l'amertume est très forte chez les ouvriers et la défaite est ressentie comme cuisante, d'autant que le sort de ceux qui ont conservé leur emploi est quasiment scellé dès aujourd'hui. «Nous ne sommes pas à l'abri d'un nouveau plan imposé par Kimberly-Clark dans les mois ou les années à venir...», voilà la réalité que n'a pas pu cacher le maire de Sotteville.

Cette nouvelle défaite, la classe ouvrière doit en tirer profit notamment en comprenant qu'elle n'a rien à attendre des syndicats sinon le pire. Aujourd'hui, si elle veut défendre ses emplois et ses conditions de vie, elle ne doit surtout pas leur faire confiance et encore moins leur laisser la conduite de ses luttes.

Elf

N'oublions pas! Le PCF et la CGT restent des ennemis de la classe ouvrière!

Comme par enchantement, avec le retour des fractions de droite de la bourgeoisie aux affaires, le PCF et la CGT se sentent pousser des ailes revendicatives aux accents de «lutte de classe». Ils n'hésitent plus à se présenter dorénavant comme les plus ardents défenseurs de la classe ouvrière contre les décisions gouvernementales, contre «les cadeaux faits aux patrons», et les forces seules à même d'aider la classe ouvrière pour faire reculer le gouvernement. Et chacun d'y aller de sa rengaine. Lors d'une conférence de presse suivant immédiatement l'annonce du plan Balladur, c'est à Lajoine, au nom du Comité Central du PCF, de claironner combien «les communistes et leurs élus sont bien décidés à prendre toutes les initiatives nécessaires pour contribuer à développer toute action, tout rassemblement avec tous ceux qui l'accepteront, afin de faire échec à ces mesures scélérates applaudies par le CNPF.» Quant à la CGT, elle se fait menaçante, annonce «une riposte à la hauteur des enjeux» et sa volonté de faire de la journée d'action syndicale du 27 mai prochain «une grande journée de grèves et de manifestations contre l'application de mesures insupportables».

Que le plan Balladur soit un plan scélérat ne fait aucun doute! Mais en adoptant aujourd'hui un langage oppositionnel «pur et dur», très «ouvrier», le PCF et la CGT font à nouveau la preuve d'une sacrée dose d'hypocrisie, et d'une «perte de mémoire» pour le moins opportune. Le PCF cherche en fait à nous faire oublier en particulier sa participation au gouvernement Mauroy de 1981 à 1984 avec la présence de 4 ministres communistes, et ses responsabilités directes dans la mise en oeuvre d'une politique ouvertement antiouvrière.

C'est en effet par trois fois que le PCF a voté la confiance à ce gouvernement, qu'il a approuvé et participé à l'application des deux plans Delors dits pudiquement de «rigueur», avec les sacrifices

que l'on sait pour la classe ouvrière : blocage des salaires, augmentation des impôts et des cotisations sociales (déjà!), et licenciements en masse dans la sidérurgie, les charbonnages, l'automobile et les chantiers navals!

Souvenons-nous que c'est encore sous la houlette du très communiste Anicet Le Pors que les travailleurs de la Fonction Publique se verraient imposer une première baisse des salaires.

Souvenons-nous que c'est le très communiste secrétaire d'Etat à l'emploi, Ralite, qui assumait directement ses responsabilités dans les plans de licenciements, pendant que son «camarade» Rigout occupait les ouvriers jetés à la rue par une formation professionnelle sans avenir.

Tout comme c'est Fiterman qui, en 1984, avec l'appui de la CGT, organisait la chasse aux sorcières contre les grévistes de la SNCF, partis spontanément en grève à la gare Saint Lazare ou au dépôt de Bécons les Bruyères.

Et c'est encore durant cette période que le nombre de chômeurs passera officiellement de 1,8 millions à près de 2,5 millions!

Et même sortis du gouvernement, c'est à dire à partir de juillet 84, les discours devenus déjà plus oppositionnels n'empêcheront pas le PCF de rester la fidèle béquille parlementaire des différents gouvernements socialistes qui se succéderont durant 9 ans, de Fabius à Bérégovoy en passant par Rocard et Cresson.

Qu'avec le retour de la droite aux affaires, le PCF et le syndicat maison CGT brandissent les drapeaux de la révolte ouvrière contre les mesures «scélérates» prises par la droite ne doit pas tromper les ouvriers sur les intentions de ces organisations. Complices des gouvernements socialistes et saboteurs patentés de nos luttes ils ont été, faux amis de la classe ouvrière ils sont et ils restent. Ce sont des ennemis redoutables... de perfidie et de crapulerie! Ne l'oublions pas!

B.T.

SKF

La bourgeoisie jette les ouvriers... dans les griffes des syndicats

Le lundi 17 mai, trente-cinq salariés de l'usine SKF de St Cyr sur Loire (fabricant d'outillage et d'aciers spéciaux), dans la région tourangelle, étaient convoqués individuellement par la direction pour se voir signifier leur licenciement immédiat avec obligation de quitter l'établissement sur l'heure, chacun étant même emmené sous bonne escorte en taxi jusqu'à une succursale de bureau de chômage. Le directeur de l'usine avait le culot d'affirmer dans une interview que son initiative était guidée par... un souci purement humanitaire et social : «Un entretien individuel est moins traumatisant qu'une lettre de licenciement. Nous avons préféré les diriger le plus vite possible vers une antenne de reclassement, car le reclassement est notre souci majeur.» Plus cynique, tu meurs! Dans la même semaine, ces «licenciements-minute» frappaient d'autres ouvriers chez Iveco et chez Bull, avec encore moins de ménagements. Cette «nouvelle méthode» de licenciement, ultra-expéditive mais «légale», a été amplement divulguée par les médias (presse, télévision...). Cela n'est évidemment pas innocent. Le message est clair : chaque ouvrier pris individuellement est totalement impuissant face au patron. S'il veut se passer des syndicats, il court à sa perte. Pour se défendre, il n'a pas d'autre choix que de se tourner vers les syndicats et de se doter des

prétendus «véritables organes de défense», que seraient des syndicats forts. Voilà le mensonge et l'odieux chantage qu'on nous sert sur ce plateau. D'ailleurs, c'est la CGT (1) qui a fait le plus grand barouf «face à ces méthodes indignes et inhumaines; des salariés avec vingt ans d'ancienneté ont été licenciés sans aucun respect.» Déjà, dans leur bouche, ces attaques antiouvrières sont devenues des «mesures antisindicalistes démontrant l'arrogance nouvelle du patronat et de la droite» ! Voilà un filon en or qui va donner un sérieux coup de pouce à l'ensemble de la bourgeoisie, pour redorer le blason des syndicats au moment où ceux-ci tentent de mobiliser et d'embrigader un maximum d'ouvriers derrière eux et leurs manoeuvres, pour leur faire avaler en fait la pilule des licenciements et, finalement, saboter, stériliser et dévoyer leurs ripostes aux attaques antiouvrières.

CB

(1) Rappelons à cette occasion que la CGT et le PCF s'étaient déjà servis des licenciements et de la fermeture de l'usine SKF d'Ivry sur Seine, lors de leur retour dans l'opposition en 1984, pour arborer un nouveau masque radical aux dépens des ouvriers, après trois ans de participation du PC aux plans d'austérité du gouvernement Mauroy.

LOI PASQUA SUR L'IMMIGRATION Une attaque qui vise toute la classe ouvrière

C'est dans la foulée d'attaques draconiennes contre nos conditions de vie que le gouvernement Balladur continue de cogner, avec l'annonce de tout un arsenal de lois sur l'immigration. Cette nouvelle attaque, dont les ouvriers immigrés sont la cible, est orchestrée par toute une campagne sécuritaire qui vise, derrière la chasse au faciès, l'ensemble de la classe ouvrière. C'est surtout elle qui va subir les conséquences du renforcement policier dans les banlieues et dans le métro. Avec les contrôles d'identité préventifs et le renforcement de l'ilotage dans les quartiers, l'Etat se prépare à réprimer tout mouvement ou manifestation des ouvriers qui ne peuvent que se développer à terme, en réponse à l'accélération des attaques sur leurs conditions de vie.

Le battage médiatique qui se développe autour de ces mesures (code de la nationalité, simplification et augmentation des gardes à vue, accélération des expulsions, contrôles d'identité renforcés) a pour fonction de présenter ces attaques de la droite comme une politique radicalement différente de celles menées par le PS depuis 81. On assiste là au partage traditionnel des forces bourgeoises : d'un côté, la droite et son pantin Pasqua, présentée comme la force répressive et « fasciste » ; de l'autre, le PS qui voudrait nous convaincre à cette occasion de son rôle de défenseur des immigrés et gardien des valeurs humanitaires. Le PCF, de son côté, fait de la surenchère en prenant la tête de la croisade antigouvernementale et organise, avec les cliques humanistes, gauchistes et syndicales (MRAP, Collectif « Faut pas décodé », LCR, CGT et bien d'autres), les manifestations de protestation des 10 et 11 mai.

Face à toutes ces jérémiades pseudo-humanistes, nous devons résister aux manoeuvres des forces bourgeoises de droite comme de gauche, qui cherchent à nous diviser. En effet, en présentant ces attaques comme un problème spécifique aux ouvriers immigrés, la bourgeoisie cache qu'elle s'attaque à toute la classe ouvrière. Contre toutes ces manoeuvres, nous affirmons que la politique de Balladur n'est pas différente de celle menée par la gauche. Elle est en parfaite continuité avec la politique menée par le PS depuis 1981, à laquelle le PCF a largement contribué. Souvenons-nous.

Souvenons-nous que dès son arrivée aux Affaires, le PS avait reconduit et renforcé les lois Bonnet et Stoléro sur le contrôle de l'immigration, qu'il avait tant dénoncé quand il était dans l'opposition. Présentant les immigrés comme les boucs émissaires du chômage, le PCF, dès 1969, réclame des quotas d'immigrés dans les villes, et déluge à coups de bulldozer à Vitry en janvier 81 des ouvriers immigrés d'un foyer Sonacotra. Lors des grèves dans l'automobile, en 1983-84, à Talbot et Citroën, Mauroy dénonce alors les OS, en majorité immigrés, qui luttent contre leurs licenciements, comme étant manipulés par l'intégrisme. La CGT présentera la lutte des ouvriers de l'automobile comme un problème des ouvriers immigrés, distinct de ceux des ouvriers français. C'est Kouchner qui en 1990 déclare : « La France ne peut pas héberger toute la misère du monde, le seuil de tolérance est atteint ». Abrogeant la loi Pasqua, le PS va cependant créer pas moins de 13 centres de rétention, contre un seul sous le gouvernement de droite (sas dans les aéroports où les immigrés attendent leur expulsion). C'est Simone Weil qui félicitait la gauche lors de la récente campagne électorale, pour sa lutte contre l'immigration et le bilan positif que représentaient les lois Joxe de modernisation de la police.

Qui, en effet, tout récemment encore, chassera manu militari des dizaines de familles immigrées pour une sordide question immobilière à Montreuil, en région parisienne ? Le très communiste Brard, maire de la ville, « refondateur » de surcroît. Qui à Montigny-les-Cormeilles, décidera de supprimer les allocations familiales à des familles immigrées ? Le très stalinien maire de la ville.

Les exemples ne manquent donc pas sur la politique anti-ouvrière de la gauche, vis-à-vis de l'immigration. Mais, face à ces campagnes de division de la classe ouvrière entre ouvriers autochtones et immigrés vers lesquelles veulent nous entraîner ces crapules de gauche, nous devons réaffirmer notre solidarité et notre unité de classe et nous préparer à riposter ensemble aux attaques économiques que nous subissons tous.

DDT

Il faut lutter mais pas derrière la gauche et les syndicats

(SUITE DE LA PAGE 1)

à la réalité. Dans son discours, Balladur a estimé à 4 500 000 le nombre actuel de personnes confrontées au chômage sous une forme ou sous une autre. Effectivement, ils ne tiennent pas compte de tous les travailleurs en situation précaire, en stages de formation, sous contrats emploi-solidarité ou à durée indéterminée. Mais malgré les bons et loyaux services de la gauche envers le capital, aujourd'hui le problème reste entier. Les « experts » de l'UNEDIC, sur la base d'une croissance négative de -0,4 %, annoncent 344 000 chômeurs supplémentaires pour cette seule année, soit près de 1000 par jour. Ce chiffre catastrophique doit être revu à la hausse, car la croissance estimée est d'ores et déjà compromise ; sans compter les suppressions d'emplois dans les services publics qui déjà se soldent par la suppression de milliers de postes à la SNCF et à la RATP. Le régime d'assurance chômage est menacé d'explosion. L'UNEDIC a annoncé que dès le mois de juin, elle sera dans l'incapacité d'assurer l'indemnisation d'un chômeur sur trois. Rien n'est prévu dans les mesures Balladur pour éponger le déficit de la caisse d'assurance-chômage. C'est avec le second train de mesures qui doit être prochainement annoncé, comme l'a laissé clairement entendre Balladur, qu'une saignée supplémentaire viendra sans répit frapper les ouvriers et se soldera par une hausse des cotisations pour les salariés et une baisse des prestations pour les chômeurs.

Aujourd'hui comme hier, avec une équipe de gauche ou de droite, l'ampleur des attaques est déterminée par l'ampleur de la crise économique mondiale. La seule « fatalité », c'est la logique du capital. Nous ne sommes qu'au tout début d'une récession mondiale qui s'annonce d'une ampleur jamais connue depuis la seconde guerre mondiale. Ce plan d'austérité n'est que le premier de toute une série que sera contrainte d'engager la classe exploiteuse pour la sauvegarde du capital national.

La bourgeoisie le montre et l'a amplement montré, elle est déterminée à mener les attaques. Elle déclare la guerre à la classe ouvrière. Se résigner à cette situation, laisser faire aujourd'hui, serait se soumettre à une vague déferlante de plus grande ampleur demain. Face à cette avalanche de mesures antiouvrières, doublée d'un dispositif puissant en vue de contraindre encore plus les ouvriers aux diktats de la crise, la classe ouvrière doit relever le défi. Elle doit développer massivement la lutte et défendre pied à pied ses intérêts de classe. Pour ce faire, elle ne doit pas oublier que ceux qui, aujourd'hui, veulent se présenter comme ses défenseurs, sont les mêmes qui menaient les attaques hier avec la bénédiction et la complicité des syndicats. Nous pouvons et devons riposter, mais par derrière la gauche et les syndicats.

SK.

NEUILLY Une prise d'otages exploitée par l'Etat bourgeois

A l'issue (« heureuse », comme dirait Pasqua) de la prise d'otages de la maternelle de Neuilly, le gouvernement a décerné la Légion d'Honneur à l'institutrice et à la pseudo-pédiatre qui se sont trouvées en première ligne au cours de cette affaire. Il a oublié une personne dans cette distribution : Eric Schmitt, le ravisseur lui-même. En effet, si quelqu'un a rendu de bons et loyaux services au gouvernement de la bourgeoisie française, c'est bien lui. Pensez ! Il a réussi :

- à focaliser toute l'attention de la population française au moment où venait de tomber la douloureuse des mesures d'austérité de Balladur ;

- à mettre en vedette, à donner l'auréole du héros au maire de Neuilly, Sarkozy lui-même, c'est-à-dire celui qui est à la fois le porte-parole du gouvernement et le ministre du Budget directement chargé de cette même douloureuse ;

- à redorer le blason, passablement terni par les bavures à répétition, de la police et de son chef, Pasqua, qui est aussi président du Conseil Général des Hauts de Seine où se trouve Neuilly.

La population française a eu à cette occasion (si on en croit la presse) la fierté d'apprendre que le monde entier, et même le FBI américain, lui envie ses flics !

Bérégovoy, au prix de sa peau, avait rendu un grand service à la gauche et donc à la bourgeoisie. Schmitt, au prix de la sienne, a rendu un service équivalent à la droite et donc à la même bourgeoisie : il a vraiment bien choisi le moment, le lieu et les circonstances de son malheureux exploit. On peut même se demander s'il ne les a pas « trop » bien choisis, si on ne l'a pas un peu « aidé » dans ce choix. Après tout, ce ne serait pas la première fois que l'Etat et ses « services » manipulent un exalté. De toutes façons, entre toutes les informations qui ont été données officiellement sur cette affaire, il y a forcément des mensonges : la caméra qui a servi à constater que Schmitt était endormi a été introduite à sa demande, non à celle des policiers ; elle a été déplacée par la pompière Lambert pour qu'elle vise le forcené et non les enfants, mais c'est grâce à une autre caméra que le RAID a pu agir, en étant informé... par la pompière. L'ordre de neutraliser Schmitt a été donné à 5 heures du matin le samedi 15, non, à 2 heures du matin, non, la veille... Les hommes du RAID ont tiré quand Schmitt a été réveillé par le pleur d'un enfant qu'on emmenait, non, avant qu'on vienne chercher les enfants, etc.

De toutes façons, tous les témoins directs de cette affaire qui ont parlé aux médias sont bien « dans la ligne », y compris la pseudo-pédiatre mais authentique officier de l'armée française, la capitaine Lambert. La seule qu'on n'a pas entendue, c'est l'institutrice, Laurence Dreyfus. Espérons sincèrement que la dépression, inévitable aux dires des « experts », qui va lui tomber dessus ne va pas la conduire à un geste désespéré, à mettre fin à ses jours.

En tout cas, l'Etat bourgeois a bien réussi son coup. Force est restée à la loi. Qu'on se le dise !

Fabienne

Suicide de Bérégovoy : A qui profite le crime ?

Bérégovoy fut, d'avril 1991 à mars 1993, le grand argentier puis le chef d'un gouvernement « socialiste » qui s'est flatté de contenir la montée du chômage. Non pas en créant des postes de travail, mais dans un sens inverse, en faisant impitoyablement radier des listes de l'ANPE plusieurs dizaines de milliers de chômeurs de longue durée. Et si le chiffre des demandeurs d'emploi n'a pas franchi la barre des 3 millions avant les législatives, Béré-« l'ouvrier », avec cette mesure martiale, y est pour beaucoup. De sorte que la perte de sa vie nous émeut nécessairement beaucoup moins (voire pas du tout) que celle de ce chômeur de Bordeaux qui, la veille du jour du suicide de l'hôte déchu de Matignon, s'est immolé par le feu dans le misérabiliste décor d'un parking souterrain.

« Je me sens inutile depuis que j'ai perdu mon boulot et que je n'en retrouve pas », expliquait le désespéré tandis que les flammes de l'essence incendiée le consumaient. Mais qui a entendu quelqu'un dans la bourgeoisie, parmi la caste politique ou au sein du monde des médias, se demander quelles raisons avaient bien pu pousser ce prolétaire, comme bien d'autres en pareille situation de détresse, hélas ! à renoncer à vivre ? Personne, évidemment, puisque les bourgeois ne sauraient répondre : c'est la faute de la crise sans perspective d'issue du système capitaliste.

En revanche, on a eu pendant au moins dix jours les oreilles littéralement défoncées par le vacarme sur la mort « tragique » du Premier ministre sortant : pourquoi ? comment ? à cause de quoi ? à cause de quoi ? Et quel répugnant spectacle que celui de la danse de mort des Balladur ou des Lang autour du catafalque du défunt ! Quelle sordide affiche que celle de l'union sacrée de toute la bourgeoisie pour enterrer un des siens. Car soyons clair là-dessus, en la disparition du collaborateur de Mitterrand, en l'extinction du personnage qui tint la proue du navire du PS avant son naufrage de mars dernier, la classe ouvrière ne perd en aucun cas un ami. Tout juste est-ce un ennemi de moins. Des circonstances qui ont entouré l'acte fatal de Béré, la bourgeoisie glose jusqu'à la nausée, mais les ouvriers n'ont guère à penser que ceci : elles illustrent banalement les mœurs des bourgeois. Chez ces gens-là, profiter de sa situation au pouvoir (ou proche de lui) pour réaliser des affaires personnelles plus ou moins légales comme n'hésiter devant aucune pression psychologique ou physique, meurtre compris, afin de démolir un rival, c'est naturel. Très peu d'écart sépare la guerre des malfrats ou des mafieux de la lutte des fractions politiques de la classe dominante : l'une et l'autre d'ailleurs apparaissent souvent compénétrées, voyez l'exemple italien. Sur le fond, les ressorts qui ont propulsé Bérégovoy vers sa fin sont certainement identiques aux mécanismes inavouables qui ont poussé, vingt ans plus tôt, le ministre RPR Boulin à se « suicider » par immersion dans une flaque d'eau.

Le plus révoltant dans le battage qui a succédé à la mort de l'ancien Premier ministre, c'est l'exploitation éhontée que, de Léotard à Lajoinie, la bourgeoisie fait de son cadavre, surtout par rapport à la classe ouvrière. Sur le thème : l'exercice du pouvoir n'exclut pas la probité ni le sens de l'honneur, les bourgeois cherchent à recrédibiliser le jeu politique, passablement dé-

crié dans l'opinion générale, des différents partis qui composent sa « démocratie ». En braquant les projecteurs sur la dépouille de Bérégovoy, ses successeurs de droite à la direction des affaires nationales trouvaient le moyen de détourner pour quelques temps l'attention des travailleurs des attaques que le nouveau gouvernement préparait contre eux.

Mais c'est principalement à la gauche que devait profiter la « tragédie » de Nevers. Sur l'air : Bérégovoy ne doit pas être critiqué car il a conduit en honnête homme la seule politique possible devant la crise économique mondiale, le PS tente de se dédouaner de tous les méfaits anti-ouvriers que son pouvoir a commis de 1981 à 1993. En exhibant le masque mortuaire de Béré « l'ouvrier » comme un ostensor, ce parti espère recouvrer quelque considération parmi les prolétaires et en même temps redorer un tant soit peu le blason terni de la gauche. Il y a dans tout cela une insidieuse façon de culpabiliser le prolétariat.

Ouvriers, déjouez ce complot de toute la bourgeoisie. Au grand jamais, ne resserrez pas vos rangs derrière la bourgeoisie, comme celle-ci profitant de la surprise du décès de Bérégovoy, voudrait vous y inviter au nom de l'intérêt supérieur de la nation aujourd'hui compromis sur la scène internationale. Il n'y a aucun consensus possible entre vous et la classe dominante, nulle valeur morale que vous puissiez partager avec elle. Et surtout avec la fraction socialiste qui rejoint aujourd'hui l'opposition pour farouchement saboter et dévoyer vos luttes.

Sonia.

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

10ff/70fb

LE CAPITAL ALLEMAND AU BORD DU GOUFFRE

Il n'y a pas si longtemps, dans les pires moments de tourmente que connaissait l'économie capitaliste, un îlot restait solide. Pour critiquer l'ampleur de l'endettement de tel ou tel Etat, pour alerter contre les dangers de l'inflation, pour dénoncer les «excès» du coût de la main-d'œuvre, un exemple était exhibé : l'Allemagne. Cette Allemagne dont les excédents commerciaux, l'équilibre relatif de la balance des paiements, la stabilité de la monnaie, la solidité de l'appareil productif, et aussi la paix sociale, faisaient pâlir d'envie les capitalistes concurrents.

Depuis, l'effondrement du bloc de l'Est, la chute du mur de Berlin, l'unification allemande sont passés par là. Mais surtout, la récession(1) économique de la fin des années 80 a rejoint le colosse allemand, avec un retard, certes, dû au boom ponctuel qu'a produit l'unification.

Quand une puissance de cette dimension rejoint l'ensemble des autres pays dans la récession, cela ne constitue pas seulement un cran de plus dans la crise. C'est, au sens propre, un pan entier de l'économie mondiale qui s'effondre, ce sont des marchés qui se ferment pour les autres pays et des concurrents allemands aux abois qui viennent disputer les rares marchés restants, avec les moyens et l'efficacité industriels et commerciaux reconnus du capital allemand.

Le colosse allemand est désormais logé à la même enseigne que les autres pays capitalistes. Il n'y a plus de doute possible, la récession est là.

La récession est là, la classe ouvrière en fait les frais.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la croissance du PNB(2), qui était officiellement, de 1% pour 92, sera négative pour le premier trimestre 93. Les commandes de biens de production sont tombées de 8% sur le deuxième trimestre 92. Le secteur de la machine-outil a, lui, chuté de 20% et la production textile de 12%, sur la même période. La production industrielle totale a baissé de 1% en 92 et l'on s'attend à une baisse de 2% pour 93. Les exportations ont chuté pendant l'année 92, tandis que les importations s'accroissaient considérablement pour les besoins de l'unification. Résultat, la balance des paiements, encore excédentaire en 89, enregistre un déficit record de 25 milliards de dollars pour 92. Le nombre de faillites d'entreprise a augmenté de 30% en 92 par rapport à 91. L'industrie automobile, fleuron du capital allemand, a planifié des réductions de production de 7% sur l'année. Les autres secteurs importants - industrie chimique, sidérurgique, mécanique, électronique, etc. ont fait de même.

Les conséquences au plan social sont à la mesure de ces chiffres. Qu'on en juge d'après les quelques mesures d'ores et déjà annoncées : Volkswagen projette de licencier 12 500 ouvriers, Daimler Benz 11 800 cette année et 40 000 d'ici à 1996 ; dans les Postes-télécommunications : 13 500 ; Veba : 7 000 ; MAN : 4 500 ; Lufthansa : 6 000 ; Siemens : 4 000, et ainsi de suite. Cela viendra s'ajouter à un nombre de chômeurs dépassant officiellement les trois millions à la fin de 92. Près de 650 000 personnes n'ont qu'un emploi à temps partiel. Au total, 4,2 millions de personnes perçoivent moins que le salaire minimum, sans parler des

1,7 millions de personnes en stage, en apprentissage, en pré-retraite et autres chômeurs déguisés. Telle est la situation dans le «paradis» dont rêvent les populations des pays de l'ex-bloc de l'Est, et encore, ce ne sont là que les principaux secteurs et ces chiffres sont provisoires.

Vivre sur une montagne de dettes

Ces mesures drastiques sont à l'image d'une situation catastrophique qui se traduit, au plan financier, par des conséquences inimaginables voilà seulement trois ans. La dette publique allemande qui était de 615 milliards de DM (Deutschemark) en 82, est passé à 1 700 milliards de DM fin 92, et les experts (dont on sait qu'ils ont une irrépressible tendance à peindre la réalité en rose dans ce domaine) prévoient qu'elle dépassera les 2 500 milliards à la fin du siècle. La dette publique actuelle représente 21 000 DM par habitant, et quelques 42% du PNB. Il est prévu qu'elle atteigne et dépasse très rapidement les 50% de ce PNB. Chaque minute, l'Etat prélève 1,4 milliards de taxes et impôts et engage plus de 200 000 DM de dettes nouvelles. De nouvelles taxes sont prévues, sur l'absence par exemple.

Pendant des décennies, l'Allemagne a accumulé des réserves financières gigantesques qui en ont fait le principal bailleur de fonds sur le marché mondial. Tous les Etats du monde avaient recours au capital allemand pour financer leurs propres déficits ou soutenir leur économie chancelante. En contrepartie, bien sûr, les marchandises «made in Germany» se taillaient la part du lion, dans les secteurs de base, comme la chimie ou les industries mécaniques, mais aussi dans des secteurs de consommation comme l'automobile ou l'électro-ménager. Les usines tournaient et les banques faisaient des affaires. Mais avec la récession, les marchés extérieurs se sont rétrécis ou fermés, le Système Monétaire Européen (SME) a montré toutes ses limites et

la récession a atteint l'Allemagne de plein fouet. L'entrée en récession de la plupart des grandes puissances a eu pour conséquence que les entreprises allemandes ont vu leurs exportations chuter, chute accélérée, de surcroît, par la crise du SME qui a entraîné le renchérissement du DM et donc des marchandises allemandes.

La bourgeoisie combat le chaos par l'endettement

Ce serait pourtant ignorer une partie importante de la réalité que de ne pas évoquer ici la politique de la bourgeoisie allemande vis-à-vis de l'Est. On l'a dit et redit dans ces colonnes - et ce dès la chute du mur de Berlin à l'automne 89 - l'unification était, pour la bourgeoisie de la RFA, à la fois une nécessité politique et... une catastrophe économique. Nécessité économique parce que l'alternative était soit l'unification, soit l'exode massif des populations de l'ex-RDA vers l'ouest. Contrairement à ce que l'on nous a seriné à l'époque, les pays de l'Est européen en général, et la RDA en particulier, n'étaient pas des marchés à prendre mais des gouffres à crédit. L'Allemagne doit aujourd'hui payer la note, et elle est salée. Plus de 100 milliards de DM ont été prêtés aux Länder de l'Est, quelque 41 milliards à l'ex-URSS, mais en pure perte. Par contre, cela devait contribuer à creuser la dette publique allemande dans la mesure où ces prêts étaient garantis par l'Etat. Et ce n'est là qu'un tout petit début car les infrastructures délabrées héritées de la RDA ne sont encore que peu modernisées. Or, pour l'Etat, il est impératif de mettre en place des moyens modernes et efficaces de communication (routes, chemins de fer, téléphone, etc), des réseaux d'eau, d'électricité et de gaz, afin que les industries puissent fonctionner réellement. Cela représente des sommes énormes. Par ailleurs, il faudrait construire des hôpitaux, des écoles, des habitations pour la population de l'Est (par exemple, trois millions de logements manquent officiellement dans cette région), sous peine de créer des situations sociales difficilement «gérables» du point de vue de l'Etat bourgeois.

Qui plus est, le projet de l'Etat était que, une fois les infrastructures remises en ordre, les investisseurs privés s'occupent de faire redémarrer la machine productive. Or, ces derniers ont vite compris qu'il n'y avait rien à tirer d'un appareil productif datant, pour l'essentiel, de l'immédiat après-guerre, et ils se sont abstenus, laissant à l'Etat le soin de réaliser directement les investissements à long terme. Ce qui impliquera un alourdissement de la dette publique, un creusement des déficits et, finalement, accentuer la récession.

L'impasse

Le capital allemand n'a plus d'issue. Dans une situation de récession générale entraînant une guerre commerciale tous azimuts, il ne peut plus compter sur ses performances à l'exportation. Après avoir été contraint de dilapider en quelques mois ses énormes réserves financières, il se retrouve avec une dette publique faramineuse dont il ne peut payer les frais. Pour continuer d'attirer les capitaux dont il a besoin pour payer l'unification, il doit maintenir des taux d'intérêts élevés. Mais ceux-ci prennent à la gorge les industriels allemands, en même temps qu'ils pèsent sur les monnaies de ses principaux partenaires européens, ce qui renchérit le cours du Deutschemark et lui ferme les marchés extérieurs.

En résumé, et comme partout ailleurs, la récession en Allemagne se nourrit d'elle-même, du fait que les remèdes utilisés depuis des années pour la combattre sont devenus un facteur aggravant de cette même récession. Le brutal ralentissement de l'économie, en partie déclenché par le poids des dettes, ne peut plus être combattu en contractant de nouvelles dettes qui ne feraient que l'aggraver encore, sans avoir les effets escomptés sur une hypothétique relance.

Toutes les vertus que professait la bourgeoisie allemande, elle les a jetées au ruisseau, elle en a fait litière et il aura suffi de quelques mois pour qu'elle en subisse les conséquences. Malgré les douloureuses mesures que la bourgeoisie fait subir à la classe ouvrière, les voyants économiques persistent à demeurer dans le rouge.

La nouveauté du phénomène, cette fois-ci, c'est que le colosse économique allemand, à terre, prive le capital mondial de la petite lueur d'espoir que constituaient ses réserves financières. Le capitalisme mondial perd avec l'Allemagne, en même temps qu'un garde-fou, les bases matérielles de ses illusions sur la reprise.

Pé. (14/5/93)

(1) Récession : Pour les analystes économiques, un pays est dit en récession quand deux trimestres consécutifs montrent un recul de l'activité économique. Peu nous importent les critères retenus par ces arpenteurs du néant. Pour eux, par exemple, les bénéfices financiers ou boursiers participent de l'activité économique, c'est tout dire...

(2) PNB : Produit National Brut, est la somme de toutes les richesses produites par la population d'un pays pendant une année. Il comprend la production industrielle et les services, les intérêts des prêts que ce pays a fait à d'autres, etc. Ainsi, si la dette publique est de 40% du PNB, cela signifie que l'ensemble de la population du pays considérée devrait travailler gratuitement pendant environ cinq mois pour la rembourser.

(SUITE DE LA PAGE 1)

Luttes dans la métallurgie allemande

LES SYNDICATS ORGANISENT LA DIVISION

sont naturellement proclamés non seulement dans la Ruhr mais aussi quotidiennement dans les innombrables régions en crise d'Allemagne. Il s'agit de faire croire aux ouvriers qu'ils doivent défendre leur usine, leur branche, leur ville, leur région. Outre que cela représente une tentative de dévoyer les luttes sur le terrain de la défense du capital local ou national, cela crée aussi une division et un climat de concurrence au sein de la classe ouvrière puisqu'il faut, coûte que coûte, défendre sa situation même au dépens des autres.

Mais où ces tentatives de dévoiement et de division sont les plus spectaculaires, c'est actuellement à l'est de l'Allemagne.

En effet, dans cette situation de colère généralisée, on a vu pour la première fois depuis 60 ans ressurgir des luttes à l'est de l'Allemagne. Ces luttes ont démarré à l'occasion d'une remise en cause par le patronat d'accords salariaux signés dans l'euphorie de l'unification qui prévoyaient l'alignement progressif des salaires des sidérurgistes et des métallurgistes de l'est sur ceux de l'ouest. A l'occasion de cette attaque spectaculaire et face au ressurgissement de la combativité ouvrière, le très puissant syndicat, IG Metall, s'est littéralement emparé, pour mieux le dévoyer et le défaire, du premier mouvement des ouvriers de l'est, cette stratégie d'ampleur étant facilitée par le fait que les ouvriers de l'est contrairement à ceux de l'ouest n'ont aucune expérience des luttes et des manoeuvres syndicales.

Plus concrètement, il faut savoir que cette

attaque touchait très directement 400 000 ouvriers et alors que 80% des ces ouvriers avaient voté la grève, IG Metall a organisé des grèves tournantes, usine par usine. Quand le 3 mai, la grève a débuté, seulement 28 000 ouvriers, uniquement sur deux régions mais dispersés sur 44 usines ont été appelés à faire la grève par le syndicat IG Metall, les autres étant appelés à la faire «plus tard». Voilà un parfait exemple du sale boulot, de division, d'affaiblissement et finalement d'épuisement que mènent les syndicats. Il s'agit de diviser région par région, branche par branche et usine par usine pour que les ouvriers soient incapables d'opposer un front uni et solidaire aux attaques assénées par la bourgeoisie et d'organiser une défaite exemplaire. D'ailleurs cette tentative de division a été renforcée par la mise en place immédiate, après le début du conflit, de négociations par régions et par la signature d'un accord bideur sur les salaires uniquement pour les métallurgistes et dans la seule Saxe, conduisant ainsi à monter ouvertement contre ceux-ci les ouvriers de la sidérurgie, poussés au contraire à durcir leur grève.

Mais un des grands soucis de la bourgeoisie allemande actuellement, c'est d'empêcher par tous les moyens que les prolétaires à l'est comme à l'ouest prennent conscience de leur force en tant que classe, ayant à l'est comme à l'ouest le même ennemi et exactement les mêmes intérêts à défendre face à un système capitaliste en pleine crise.

Pour cela, elle mène une campagne

assourdissante par l'entremise des syndicats mais aussi des médias qui consiste à dire aux ouvriers de l'ouest que la crise qui frappe l'Allemagne n'est pas due à la crise mortelle du système capitaliste, mais exclusivement due à la réunification. Elle crie haut et fort que si elle cède aux ouvriers en grève à l'est, ce sont les ouvriers de l'ouest qui à travers une augmentation des impôts devront payer. Et bien sûr, cette campagne crapuleuse est aussi menée à l'est, où les valets de la bourgeoisie clament que les ouvriers de l'est sont attaqués pour préserver ceux de l'ouest. Cette campagne a non seulement pour but de diviser la classe ouvrière mais encore de rendre impopulaire dans la partie opposée toute réaction ouvrière aux différentes attaques.

En Europe, les médias tentent de redorer le blason syndical

Alors qu'à l'automne dernier de très importantes luttes ouvrières ont secoué l'Italie (voir RI 216), alors que dans des manifestations de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, les syndicalistes ont été pris à partie et dénoncés comme des «vendus» et où ils devaient se faire protéger par la police de la colère des ouvriers, la bourgeoisie organisait un formidable black-out sur tous ces événements. Actuellement, au moment où la classe ouvrière est en train de retrouver plus largement le chemin des luttes, les médias d'Europe occidentale, à travers la

presse et les journaux télévisés, donnent écho aux grèves qui se déroulent en ce moment à l'est de l'Allemagne. Ces grèves ont été présentées comme fortes et radicales. On a pu voir, à de nombreuses reprises, des ouvriers en grève sagement rangés derrière le drapeau syndical et bien sûr les médias, pour finir, nous ont aussi «informé» que déjà un accord sur les salaires avait été signé en Saxe et que c'était une victoire (alors que celui-ci ne fait en réalité que repousser l'alignement des salaires de l'est sur l'ouest aux calendes grecques...). A travers cela, la bourgeoisie tente clairement de redorer le blason des syndicats. Elle essaie une fois de plus de nous faire croire que la seule lutte valable c'est derrière le syndicat et par là même prépare l'avenir.

Partout, le prolétariat qui retrouve le chemin des luttes est et sera confronté aux syndicats qui ne manqueront jamais de jouer leur rôle anti-ouvrier en semant la division et en dévoyant les luttes sur des terrains pourris. Face à cela en Allemagne comme ailleurs, c'est seulement en prenant en mains ses propres luttes, en restant unie et solidaire que la classe ouvrière réussira à lutter victorieusement contre les attaques de la bourgeoisie.

Aesa. (19/05/93)

Yougoslavie

Les grandes puissances ne défendent que leurs intérêts impérialistes

Pour le troisième été consécutif, nous n'irons pas fréquenter les plages de l'ex-Yougoslavie. Ces rivages de l'Adriatique et leur arrière-pays de carte postale se sont transformés en l'espace de deux ans en véritable symbole de l'enfer. Et comment l'ignorer ? Tous les soirs à la grand messe de 20 heures, chaque matin dans la presse, les images chocs de la barbarie nous sont exhibées. Ainsi, après les villes de Vukovar, Sarajevo, Srebrenica, et bien d'autres, c'était dernièrement au tour de Mostar d'être un haut lieu de souffrance. Qu'importe l'endroit, c'est toujours le même cortège de populations déplacées, d'individus mutilés, de femmes prostrées, d'enfants au regard hébété, de cadavres allongés. Ces bâtiments ravagés, ces civières, cette douleur, bref ce que fut Beyrouth pendant plus de dix ans, c'est désormais tout près d'ici, à nos portes, c'est la « Libanlavie ». Mais au fait pourquoi la guerre ?

A en croire l'information poison que nous distillent ces larbins de journalistes aux ordres : « Que voulez-vous mon brave, l'homme est ainsi fait qu'il est un loup pour son prochain ». Selon cette brillante philosophie bourgeoise, il en est même certains qui sont plus loups que d'autres, en l'occurrence les Serbes dont les Croates et les Bosniaques sont aujourd'hui les innocentes victimes. Pourtant, au cours de la seconde Guerre mondiale, c'était les Croates qui étaient montrés du doigt. A cette époque, les assassins c'étaient eux, les suppliciés c'étaient les Serbes. Mais la bourgeoisie ne manque pas de fausses réponses. Il est, paraît-il, des peuples plus enclins que d'autres à la passion nationaliste. Probablement est-ce inscrit plus fortement dans la nature slave, a fortiori quand il s'agit de ceux du Sud. D'ailleurs, n'est-ce pas de leur faute si la première guerre mondiale a éclaté ?

Foutaises que tout cela ! Hier comme aujourd'hui, les seuls responsables, ce sont les différents gangs bourgeois, français, allemand, russe, américain, et sur place, leurs zélés serviteurs serbe, croate et bosniaque, de la même engeance. Car autant les médias nous servent à satiété leurs images bourratives d'actions humanitaires et autres inefficaces résolutions de l'ONU, autant ils se font discrets quant à l'origine du conflit. En apparence, les différents pousse-au-crime préfèrent troquer la cagoule du bourreau contre le casque bleu, alors qu'en coulisses ils ne cessent

d'alimenter le brasier. Pourtant rappelons une vérité simple. Dès l'été 1991, avant que le conflit n'atteigne l'ampleur qu'il a à présent, c'est sciemment l'Allemagne qui fournissait les armes aux Slovènes et aux Croates. C'est toujours la bourgeoisie allemande qui, à la fin de cette même année, était la première à reconnaître l'indépendance de ces deux républiques. Pourquoi ? Une fois disloqué le bloc de l'Est, effondré le mur de Berlin, le capital allemand renouait naturellement avec ses vieux appétits impérialistes trop longtemps contenus. Au départ, de leurs côtés, les autres grandes puissances capitalistes, française, russe, américaine, ont clairement identifié la poussée impérialiste germanique rivale. En conséquence, elles n'ont pas hésité à soutenir ouvertement la Serbie dans sa guerre contre la Croatie, sous prétexte de ne pas remettre en question les frontières héritées de 1945. Aussi ont-elles armé la Serbie, comme l'attestent les milliers de soldats russes au service de Belgrade actuellement. Mais encore s'agit-il là de ce qui nous est dévoilé au détour d'un entrefilet dans les journaux. Il est évident que les infâmes tractations qui se jouent dans les salons feutrés des ambassades sont infiniment plus ignobles. « La fin justifie les moyens », écrivait Machiavel il y a près de cinq siècles.

Avec deux guerres mondiales à la clé, il est clair que, depuis, la bourgeoisie a fait beaucoup de progrès dans le domaine du cynisme. En tout cas, comme d'habitude dans ces féroces foires d'empoigne aux conséquences tragiques, c'est toujours les populations qui sont les otages, qui font les frais de ces odieux marchandages. Des dizaines de milliers de morts, un million de réfugiés, une souffrance indicible, le voilà le résultat de la décomposition du système capitaliste. Et, bien sûr, comme chaque fois, il n'est pas une clique pour racheter l'autre, fusse la plus faible, c'est-à-dire en la circonstance, la bosniaque.

Comme pour les truands, peu importe qui tire le premier, qui est le plus faible, ils sont tous de même nature. Pour preuve récemment, des chefs bourgeois musulmans bosniaques n'ont pas hésité à bombarder au mortier une file d'attente composée de... musulmans ! Incohérence ? Mensonges ? Pas du tout. Les caméras des journalistes occidentaux étaient présentes ; ainsi, en accusant les Croates ou les Serbes d'avoir commis ce crime, ils

espéraient que l'opinion internationale se mobilise afin de pouvoir leur fournir des armes. Dans cette hystérie nationaliste, le prolétariat ne doit soutenir aucun camp, ne céder à aucune des campagnes humanitaires bourgeoises qui, en fait, l'invitent à soutenir telle ou telle faction. Toutes les parties en présence sont aussi criminelles les unes que les autres. En réalité, la seule action que le prolétariat des pays centraux peut mener, c'est dès à présent se préparer à lutter contre les plans d'austérité draconiens que le capitalisme en crise lui impose. Il doit comprendre que c'est la faillite irrémédiable de ce système qui est responsable non seulement du chômage mais aussi de l'horreur guerrière.

Ainsi, les luttes des prolétaires des grandes métropoles industrialisées ne sont pas qu'un

affrontement qui vise à défendre leurs conditions de vie immédiates. Elles constituent aussi le seul rapport de force réellement capable de s'opposer à la guerre. Ce sont ces mêmes combats, menés au coeur du capitalisme à partir de 1968, qui ont empêché la généralisation à la planète entière des guerres locales à l'époque de la confrontation entre les deux blocs. Refuser les sacrifices qu'exige la crise à travers des mouvements de classe toujours plus massifs et unis, c'est donc se préparer à renverser ce système porteur d'une incroyable barbarie qui mène l'humanité à sa perte. Ouvriers, votre responsabilité est immense sinon, à terme, c'est la Terre entière qui bientôt ressemblera à la Bosnie.

Greg

LCR :

des sergents-recruteurs pour la guerre

« Des armes pour la Bosnie-Herzégovine ! Souscription nationale ! » (« Rouge » du 8 avril, organe de l'organisation trotskiste dite « Ligue Communiste Révolutionnaire »). Ces fidèles pourvoyeurs de chair à canon que sont les trotskistes ont donc ouvert leurs colonnes à un appel aussi pathétique que crapuleusement bourgeois pour l'envoi d'armes en Bosnie. Après avoir déjà réclamé il y a quelques mois l'envoi d'appelés « volontaires » pour une intervention militaire (voir RI n° 216), intervention jugée « indispensable » par ces sergents recruteurs de tous les conflits impérialistes, après avoir proposé l'envoi de « Brigades internationales » (voir RI n° 220), les trotskistes passent à présent à la vitesse supérieure, en se faisant carrément plus vindicatifs que les états majors gouvernementaux. Mais lisons plutôt :

« Face à la non-intervention de l'Europe et de l'Amérique, face au maintien d'un embargo inique qui asphyxie un peuple le dos au mur, nous invitons les Français et les Françaises à souscrire en masse. Des armes pour la Bosnie-Herzégovine ! »

Avec cet appel, les trotskistes de la LCR montrent toute leur duplicité criminelle, qui sert à mieux noyer le poisson et mieux faire passer leur discours guerrier derrière un alibi

humanitaire. Ainsi, la main sur le coeur, ils prétendent se situer hors du camp capitaliste en ne demandant ni l'aide ni l'intervention de l'Europe et des Etats-Unis. Ils proposent, eux, « une campagne publique et populaire pour l'envoi d'armes », mais avec, « en préalable », la levée de l'embargo sur les armes en direction des forces musulmanes !

En fait, ils se situent sur le même terrain que le reste de la bourgeoisie en mettant de l'huile sur le feu de la guerre impérialiste avec la livraison de nouvelles armes qui ne peuvent que décupler les massacres de populations. Leur seule originalité, c'est la coloration « ouvrière » de leurs discours, et celle-ci ne sert qu'à appeler les prolétaires d'ici à soutenir activement un des camps impérialistes en présence. Quelle crapulerie !

Les trotskistes restent fidèles à leur passé, quand ils fabriquaient eux-mêmes des armes pour les tueurs du FNL durant la guerre d'Algérie. Et les prolétaires ne devront jamais oublier qu'hier, aujourd'hui et demain, les trotskistes seront toujours les agents capitalistes les plus pernicieux pour les embrigader derrière les drapeaux nationaux, et, au nom des peuples opprimés, dans la guerre impérialiste.

Yannis

CAMBODGE : USA, Chine, Japon, France: Tous ravivent la guerre!

Des milliers de morts, des villages rasés comme au « bon vieux temps » des guerres d'Indochine et du Vietnam, l'exode des populations vietnamiennes, mais aussi cambodgiennes, qui cherchent à fuir la guerre toujours plus présente: c'est le bilan d'un an et demi de « paix » sous la protection de l'ONU. Pourtant, tous les dignes représentants de la bourgeoisie occidentale s'en étaient donnés à coeur joie, la bouche pleine de paroles onctueuses et pacificatrices, au moment de la signature des « accords de paix » à Paris, en octobre 1991, Etat et gouvernement « socialistes » français en tête ; Mitterrand avait alors fait jouer les flonflons pour présenter ces accords comme une des plus belles victoires de la « démocratie » capitaliste, en plein battage sur la faillite du prétendu « système communiste » à l'Est, et sur l'avènement d'un « nouvel ordre mondial ». Il faut s'en souvenir, de tous ces discours, puissamment relayés par la presse bourgeoise. En effet, on nous présentait ces accords de « paix », censés enfin réconcilier les « irréconciliables frères ennemis » cambodgiens et vietnamiens grâce à la mise en oeuvre d'élections véritablement « démocratiques », comme étant la preuve par neuf que les rivalités guerrières pouvaient être maîtrisées, bien sûr sous la houlette « bienveillante » des dirigeants des puissances « civilisées », alors même que se développaient les massacres en Yougoslavie.

Au Cambodge, l'affrontement des grandes puissances impérialistes

La réalité s'est chargée une fois de plus de montrer le caractère mensonger de tous ces discours. Non seulement les combats ont repris, à peine les accords signés, et tourment toujours plus aux tueries depuis août 1992, mais ce sont ces mêmes grandes puissances qui attisent le

feu du meurtre organisé, cachées qui derrière l'APRONUC, qui derrière les Khmers rouges. En effet, si les différentes factions en présence ne demandent qu'à s'entredéchirer, que ce soient les « républicains » du FNLPK, les « Sihanoukistes » du FUNCIPPEC, les « Khmers rouges » du « Kampuchea démocratique », comme les tenants du « régime de Phnom-Penh » pro-vietnamiens, c'est pour le compte des parrains de la mafia impérialiste mondiale, à l'instar des années 60 et 70, au plus fort de la guerre du Vietnam. Cependant, avec l'effondrement du bloc de l'Est, les alliances d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui, et ceux qui s'acquinaient alors avec le bloc de l'Ouest, contre l'impérialisme rival stalinien, sont ceux qui s'affrontent à présent pour s'arroger une part substantielle du gâteau, au détriment de leur ancien chef de tutelle, les Etats-Unis, dont le leadership est menacé.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le « laxisme » de l'APRONUC, aux ordres des Etats-Unis, face aux provocations incessantes et de plus en plus agressives des Khmers rouges; « laxisme » décidé et organisé par le Pentagone, pour pousser à une déstabilisation du Cambodge, et contrer les intérêts français, japonais et chinois.

Ces Khmers rouges de bien triste mémoire sont en fait le bras armé de l'Amérique, comme ils le furent entre 1974 et 1979, par Chine interposée, pour s'opposer à l'avancée de l'impérialisme russe qui finit pourtant par les repousser sur la Thaïlande en janvier 1979. Il est clair que c'est grâce à « la pression » américaine si ceux-ci ont participé aux accords de « paix » de Paris de 1991, alors que la France s'y opposait fortement, comme c'est encore avec la bénédiction de Washington s'ils n'ont pas été désarmés avant ces mêmes accords, sous prétexte de ne « pas les provoquer » ! On mesure là encore toute la crapulerie de nos bourgeois,

qui se servent des pires bandes d'assassins, en l'occurrence ici des hordes responsables de plus d'un million de morts, mais qui n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer des Milosevic ou des Saddam Hussein, lorsque ça les arrange.

Aussi, en lâchant la bride à la vindicte des Khmers rouges, la bourgeoisie américaine fait ainsi d'une pierre deux coups, en s'opposant d'une part aux tentatives de la France de préserver ses intérêts là-bas, aussi minces soient-ils, d'autre part en repoussant les avancées de l'impérialisme chinois.

Ce n'est ainsi pas par hasard si la France proteste avec autant de virulence, par la bouche de ses représentants à l'ONU comme par la voie de ses médias, du « Figaro » au « Monde » en passant par « Libération », contre les exactions dirigées sur les populations vietnamiennes et les représentants, français justement, de l'ONU; c'est pour s'opposer avec ses faibles moyens à cette offensive américaine qui s'effectue par Khmers rouges interposés.

Mais c'est aussi à la Chine que la Maison Blanche doit se confronter. En effet, aujourd'hui, avec la nouvelle donne impérialiste consécutive à l'effondrement du bloc stalinien, celle-ci travaille pour son propre compte, et affirme des appétits impérialistes toujours plus menaçants pour les Etats-Unis, sans compter le rapprochement qu'elle effectue avec le Japon.

C'est donc encore en ce sens qu'il faut comprendre les attaques au mortier menées le 5 mai (l'avant-veille des ultimes pourparlers avant les élections qui se tenaient à Pékin, et que le Kampuchea démocratique a boycottées) contre un camp de « bérets bleus » chinois par les Khmers rouges et les assassinats perpétrés contre des ressortissants japonais : il s'agissait bel et bien d'avertissements des Etats-Unis destinés à la Chine et au Japon.

Il est clair que les Etats-Unis sont contraints de conduire une politique de plus en plus agressive face à leurs rivaux qui avancent leurs pions à mesure que l'échéance des élections au Cambodge se rapproche, et pour affirmer leur puissance face à d'éventuels rivaux comme le Japon, qui ne demandent qu'à s'exprimer.

Comme en Yougoslavie, où les grandes puissances se cachent derrière la FORPRONU pour régler leurs différends et se partager des territoires, l'APRONUC est le cache-misère derrière lequel les affrontements entre les pires requins impérialistes vont s'exacerber. Et l'enjeu est de taille, parce que ce n'est pas le seul Cambodge qui est l'objet de tant de malveillantes attentions, mais également le Vietnam, qui subit déjà la pression accrue de la Chine depuis la chute du bloc de l'Est, et où la France et les Etats-Unis ne restent pas inactifs.

Mais c'est encore bien plus le contrôle de tout le Sud-est asiatique qui est visé et qui se joue dès à présent. Aussi, après ces élections au Cambodge, nous allons voir s'écrouler tout le bel édifice mensonger qu'on nous a servi sur l'avenir de « paix » et de « démocratie » réservé par les bourgeoisies « éclairées » dans ce pays, et c'est un véritable embrasement de violence et de meurtres qui va gagner non seulement le pays, mais aussi toute cette région, enjeu des grandes puissances depuis le début du siècle. Les millions de morts, les centaines de milliers de réfugiés qui tentèrent de fuir la guerre sur des coques de noix, au rythme de 20 000 par mois, toutes ces horreurs que toutes les puissances des pays « civilisés » dénonçaient soi-disant, la larve à l'oeil et la main tendue, ne seront rien à côté des horreurs que ces mêmes puissances, sous l'alibi « démocratique » et « humanitaire », se préparent d'ores et déjà à perpétrer, pour leurs intérêts sordides et aveugles de bêtes féroces capitalistes.

KW

Quand l'ignorance de l'histoire conduit à la calomnie

Dans le dernier numéro de «Révolution Internationale», nous avons répondu à la première affirmation de la Communist Workers Organisation (CWO)(1) : «Trotsky est passé dans le camp bourgeois en 1935 avec sa politique d'entrisme dans la social-démocratie» avec pour corollaire que «cette position, sur Trotsky, a déjà été défendue dans les années 30 par la Fraction italienne de la gauche communiste».(2) Nous avons rappelé les raisons qui font que Trotsky a été assassiné en 1940 avant le début du déchaînement de la guerre impérialiste sans avoir trahi la classe ouvrière. Dans cet article nous répondrons à la deuxième affirmation de la CWO qui porte sur notre camarade «Marc» (3).

Voici ce que dit Workers Voice (numéro 52), dans son article à propos d'un meeting du CCI sur la Gauche Communiste Italienne :

«Aussi pourquoi le CCI a-t-il ouvert cette porte ? (la défense de Trotsky comme militant révolutionnaire durant sa vie entière malgré ses graves erreurs). Bien, nous sommes convaincus que ce n'est pas pour engager un regroupement avec les trotskistes (c'est le CCI qui nous l'a dit) mais pour baptiser la carrière politique de leur fondateur. Il était après tout un trotskiste avant de rejoindre la Gauche Communiste et il a continué ses contacts après la deuxième guerre mondiale. Mais alors, son expulsion de la Gauche pour «trotskisme» allait s'envenimer longtemps après. Marc est mort le 20 décembre 1990. Nous avons retracé sa biographie sans faire une critique (par contre nous avons critiqué d'autres groupes politiques pour les réponses fielleuses qu'ils ont faites contre ce dernier qui, quelles qu'aient été ses erreurs, est resté fondamentalement toute sa vie un révolutionnaire). Maintenant cependant, il semble que le CCI fait de cette carrière une icône, comme pourrait le faire une véritable Eglise avec des croyants. Nous considérons que cette attitude est un bien plus grand danger pour sa santé politique future que toutes les dénonciations qu'il dirige contre nous».

Voilà bien la véritable argumentation tordue de la CWO : notre défense de Trotsky sert en fait à justifier le parcours politique du camarade Marc. D'après la CWO, ce camarade provenait de l'Opposition de gauche et aurait en conséquence, eu des «tentations» trotskistes. Et ce «prétendu» trotskisme a pour but de critiquer les fondements du CCI à travers le camarade Marc. On peut mesurer l'aspect tordu et le caractère sordide d'une telle accusation. On quitte tout à fait le terrain du débat politique. La CWO, qui n'a jamais cessé de clamer que le CCI a recours à des méthodes non «fair play» dans ses polémiques au point que cela ne vaut pas la peine de débattre avec lui, devrait sérieusement réfléchir sur ses propres méthodes. Considérons simplement l'argument que la CWO nous met dans la bouche : Marc était un «trotskiste»; Trotsky mourut en tant que militant prolétarien; par conséquent Marc est «une icône sacrée».

Tout ce fatras serait imbécile s'il n'était, en sus, complètement faux. Il disqualifie malheureusement la CWO qui agit de façon aussi bête et irresponsable que le font des groupes parasites qui jouent sur le principe «calomnions, calomnions toujours, il en restera quelque chose !»

Le prétendu «trotskisme» de Marc

Il est vrai que Marc a été dans l'Opposition de gauche internationale puisque il a adhéré à la «Ligue communiste» à la fin des années 20 après avoir été dans le groupe du «Redressement communiste» avec Treint et Barré. Mais à cette époque, personne parmi les révolutionnaires ne parle de «trotskisme» pour qualifier les groupes de l'Opposition de Gauche Internationale». L'Opposition de gauche de cette époque ne

s'identifiait pas du tout à Trotsky et encore moins au «trotskisme». C'était un mouvement très hétérogène qui, à côté d'autres sortes de groupes confus notamment «la Gauche communiste allemande» de Kurt Landau ou «espagnole», contenait beaucoup d'éléments qui étaient plus ou moins sur les positions de la «gauche communiste italienne» comme «l'Opposition communiste belge». Quand on parlait des groupes qui épousaient les positions de Trotsky, à l'époque, il était question de «l'Opposition de Gauche russe». On voit bien qu'on faisait la distinction entre Trotsky et les groupes oppositionnels de gauche.

Marc était certainement parmi ceux qui se situaient plus près de la «Gauche communiste italienne» comme on peut le constater dans nos articles à son sujet dans les Revues Internationales 65 et 66. Et, en fait, la Fraction italienne se considérait elle-même comme faisant partie de ce milieu. Ainsi décrire Marc comme ayant été un trotskiste est particulièrement hors de propos.

Qui a créé le concept de «trotskiste» à l'époque ? C'est Zinoviev, qui, le premier crée ce mot afin de resserrer les «vieux bolcheviks» (les bolcheviks d'avant 1917) autour de lui et de Staline et d'engager le combat en 1923 contre Trotsky pour, d'une part, le discréditer en rappelant son passé menchevik et, d'autre part, conquérir l'Internationale et le PCUS. (4)

On mesure où va se vautrer la CWO en allant chercher de tels arguments stalinien.

Le véritable concept de «trotskisme» naît après l'assassinat de Trotsky, et il naît sur la base du «Programme de transition» de 1938, porté au bout de sa logique par les trotskistes au cours de la deuxième guerre mondiale impérialiste.

En fait, l'évolution politique de Marc a suivi de façon très proche celle de BILAN (organe théorique de la Gauche italienne) : en 1936, quand il rompit avec «L'Union communiste», particulièrement sur la guerre d'Espagne, il trouva la cohérence qu'il cherchait précisément dans BILAN.

A ce moment-là un vaste gouffre s'était ouvert entre BILAN et Trotsky. Ainsi pour être exact, l'affirmation que Trotsky est une «couverture» pour le passé de Marc est impossible à soutenir : comme le reste de la Gauche communiste, Marc combattit bec et ongles contre toutes les positions fausses de Trotsky pendant les années 30, et pendant la guerre d'Espagne. Ce sont précisément des camarades comme Marc qui reconnurent durant la deuxième guerre mondiale que les épigones de Trotsky avaient définitivement «franchi le Rubicon» pour passer dans le camp capitaliste.

L'expulsion de Marc de la fraction italienne pour «trotskisme»

En fait, la gauche italienne est redevable à Marc, comme à quelques autres militants, pour avoir poursuivi son travail et sauvé son honneur politique alors que le Comité central de la fraction à Bruxelles autour de Perrone (Vercesi) avait déclaré sa dissolution au début de la guerre.

L'honneur de la gauche italienne et la défense de l'internationalisme prolétarien reviennent à la Fraction italienne reconstituée en 1941 à Marseille autour de quelques camarades, Lecci, Stefanini, Tullio, etc. et Marc notamment.

Quant au tract signé avec des trotskistes pour le 1er Mai 1945, il s'agit d'un tract rédigé en commun avec les RKD (5) dénonçant la guerre impérialiste mondiale. Et l'«expulsion de la gauche» de Marc sous l'accusation de trotskisme, n'est qu'un exemple des falsifications politiques de la CWO et de la campagne de dénigrement contre Marc qui se développe à l'heure actuelle. La CWO est encore une fois prise la main dans le sac de la malhonnêteté. L'ignorance historique n'est pas une excuse, il faut s'informer avant de porter de telles accusations aussi graves.

Marc n'a jamais été exclu par la Fraction italienne et certainement pas pour «trotskisme».

La Fraction italienne décide de se dissoudre à sa conférence en mai 1945 et d'adhérer individuellement au Partito Comunista Internazionale. Immédiatement, à la lecture de ce document préparé en secret, Marc quitte la

Conférence sur la base d'une déclaration car il estime que cet acte est irresponsable, la Fraction ne peut pas adhérer à un Parti dont on ne connaît pas encore le programme politique. «Ne voulant en aucune façon m'associer à l'acte de liquidation de la Fraction... Je déclare quitter la Conférence... Vive la fraction !» (Déclaration du 25 mai 1945 in Bulletin de la gauche communiste de France - Juin 1945). Le camarade Marc adhère alors à la «Fraction Française de la Gauche Communiste» qui vient de se créer. Marc n'est donc pas exclu puisqu'il a quitté un groupe qui s'est auto-dissout.

La Fraction italienne «dissoute» se «réveille» de nouveau pour publier un communiqué le 15 juin 1945 «excluant le camarade Marc pour indignité politique». Non seulement il est quelque peu bizarre qu'un groupe dissout exclue un membre en l'accusant d'indignité pour avoir lutté contre son auto-dissolution (!), mais encore force est de constater qu'il n'y a aucune exclusion pour trotskisme dans ce document. Où la CWO a pu comprendre qu'il y avait eu exclusion pour trotskisme ? En fait c'est la jeune «Fraction française» qui a été critiquée pour «tendances trotskistes» dans le Bulletin de la Gauche italienne n°8 publié quelques temps avant sa dissolution.

Toutefois, il n'y a aucune concession au trotskisme dans le fait de rédiger un tract en commun avec des éléments en rupture avec le trotskisme sur la question essentielle de la guerre impérialiste. C'est même une attitude militante que nous soutenons.

Le «Parti Communiste International» formé en Italie à la fin de la guerre n'a même pas justifié la rupture des relations avec la Fraction française sur la base que celle-ci aurait pris en charge un travail commun avec des «trotskistes». (6)

Qu'a fait le Parti Communiste Internationaliste ? A-t-il été très ferme sur les principes ? Non, il n'a pas exclu le camarade Marc. Il a pris une résolution opportuniste le 4 novembre 1945 «Sur la dissidence en France. (...) 1° le Parti affirme qu'il tiendra des relations internationales qu'avec une seule fraction de gauche dans chaque pays, (...) 2° Invite en conséquence la fraction française à résoudre le problème de la dissidence...». En fait le Parti ne prend aucune décision claire, il biaise et renvoie la décision aux autres fractions. (notamment à la fraction belge et française). Quel courage !

En revanche, nous pourrions rappeler à la CWO, la position de la fraction belge de la Gauche communiste qui veut publier un journal avec les trotskistes. Et qu'en est-il de Romeo Mangano, Messieurs nos accusateurs ?

Mangano, ancien secrétaire de la Fédération des Pouilles du PCI dans les années 20, au sortir de la guerre se remet à militer et fonde en 1945 le POC (Parti Ouvrier Communiste - bolchevik-léniniste) avec Nicolas Di Bartolomeo «Fosco», et des trotskistes (7). Ce parti adhère à la IV^e Internationale et devient sa section italienne, avant d'en être exclu à son 2^e congrès mondial en avril 1948. Quelques années plus tard, Mangano

adhère au Parti Communiste Internationaliste (Battaglia Comunista); nous ne connaissons aucune des critiques qui lui ont été faites sur ces inconséquences passées. Mais peut être existent-elles ? Nous ne pouvons que réclamer à la CWO - qui est si prompte à critiquer des faits inexistantes - qu'elle demande des explications au Parti Communiste Internationaliste - avec lequel elle est liée au sein du BIPR - sur cette politique d'entrisme trotskiste.

Quant aux prétendus «icônes du CCI», nous ne les avons pas rencontrés. Notre camarade Marc a eu toute sa vie une politique révolutionnaire qui est allée vers la recherche de la clarté maximum et de la transparence dans ses actes politiques. Il s'est quelques fois trompé, nous le reconnaissons, comme lui-même d'ailleurs le reconnaissait, car nous ne pensons pas que les révolutionnaires soient infailibles. Mais, au-delà de l'individu Marc, c'est ce qu'il représente que la CWO cherche à bafouer : un maillon essentiel dans la défense de la continuité organique des positions de classe entre la GCF et les organisations révolutionnaires d'aujourd'hui. C'est pour cela que, s'il est une chose que nous ne pouvons laisser passer, c'est la malveillance et l'ignorance de la CWO dans cette dernière polémique.

Eymeric.

(1) Communist Workers Organisation - BM Box - London WC 1N 3XX.

(2) Pour une histoire de la Gauche communiste italienne en exil (1928 - 1945) lire la brochure du CCI qui y est consacrée.

(3) Pour connaître l'histoire de ce militant, voir Revue Internationale du CCI n° 65 et 66.

(4) cf. brochure du CCI : Le trotskisme contre la classe ouvrière.

(5) Les RKD ou Communistes Révolutionnaires d'Allemagne étaient un regroupement des éléments autrichiens qui s'étaient opposés à la fondation de la IV^e Internationale en 1938 à Périgny et de révolutionnaires allemands. En 1944 ils possédaient encore beaucoup de positions trotskistes mais, sur la question essentielle de la nature de la guerre impérialiste, ils possédaient la même position que la Fraction italienne regroupée à Marseille.

(6) Cette accusation était particulièrement hypocrite en ce qu'elle provenait d'un «parti» que la tendance de Marc au sein de la Gauche communiste avait précisément critiqué parce qu'il s'était formé sur des bases hautement opportunistes : incluant la «minorité» de la Fraction qui avait participé aux milices du POUM pendant la guerre d'Espagne et de Vercesi qui avait fondé un Comité antifasciste à Bruxelles en 1945. Au départ ce parti avait été impliqué dans des rapports extrêmement ambigus avec les résistants bourgeois en Italie et avait écrit des «lettres ouvertes» aux stalinien. Mais nous pouvons rappeler d'autres faits que la CWO, grande inquisitrice des faits et gestes du CCI ne devrait pas ignorer : la fraction Belge de la Gauche communiste en 1945 a proposé un journal théorique en collaboration avec les trotskistes belges. Et plus tard, les descendants de ce groupe - aujourd'hui Battaglia Comunista - ont aussi tenté de débattre avec l'IS de Tony Cliff et le groupe français «Lutte ouvrière» dans les années 1970.

(7) Déclaration de Mangano à A. Peregalli : «nous crûmes utiles de nous mettre à leurs côtés pour la possibilité que nous donnait une organisation internationale».

(SUITE DE LA PAGE 8)

«LUTTE OUVRIERE»

Que L.O. soit désormais, depuis la faillite des régimes stalinien et l'éclatement de l'URSS, gêné aux entournures pour afficher ses positions réelles (il est édifiant de constater que L.O. n'a pas consacré un seul forum ni un seul débat à l'URSS, pourtant au centre de l'actualité, lors de sa fête champêtre dans la région parisienne l'an dernier) et les distille de façon confidentielle, cela se comprend dès lors aisément. Sans pour autant que cette organisation puisse remettre en cause un des fondements mêmes de son existence, sous peine de se retrouver en proie aux mêmes convulsions que l'Etat capitaliste et stalinien

dont elle se fait l'ultime défenseur.

Alors, révolutionnaire, L.O.? Que non ! Non seulement organisation bourgeoise qui a largement contribué à mystifier les ouvriers aux côtés des grands partis de la gauche du capital mais encore aujourd'hui toujours au service du plus mortel poison contre-révolutionnaire secrété dans ce siècle contre le prolétariat. Cela, les ouvriers ne doivent pas l'oublier lorsque L.O. va apparaître demain dans les luttes sur le devant de la scène en se présentant comme leur meilleur et plus radical défenseur.

C.B

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 300; XY : 400; D.D. : 180; P.P. : 230; TK : 1000; B. : 130; L.M. : 186;

Bordeaux : réunion publique du 27/3/93 : Eve: 200 ; JC: 200 ; JR: 50;

Nantes : Permanence du 2/4/93 : A.:100 ; Réunion publique du 17/4/93 : Nicolas: 70 ; Mickaelis: 30 ; Julie: 200 ; Romain: 250 ;

Paris : réunion publique du 8/5/93 : P: 25 ; Mx: 20 ; G: 12 ; Pé: 20 ; JJ: 20 ; M.: 20 ; Rob: 20 ; MG: 50 ; Gb: 20 ; H: 20 ; A: 10 ; J: 50 ; A: 100 ; J.: 30 ; IS: 20 ; Ja: 20 ; AL: 20 ; Lr: 20 ; Chr: 30 ; RR: 20 ; Br: 200 ;

Lille : réunion publique du 24/4/93 : 108 ;

Toulouse : Réunion publique du 23/4/93 : Fre: 85 ; D: 100 ; M: 50 ; R: 50 ; Mo: 100 ; I: 50 ; M: 100 ;

Tours : Permanence du 26/3 : Aboulafia: 212 ; G: 200 ; Stanley: 15 ; Willy: 10 ; Permanence du 24/4 : BC: 100 .

TOTAL : 5453F

RÉUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

Mai 68 : la reprise historique des combats de la classe ouvrière

GRENOBLE

Permanence le samedi 3 juillet à 15 h, brasserie « La Savoie », avenue Félix-Viollet (face à la gare).
Vente de la presse le samedi 3 juillet au marché Saint-Bruno à partir de 11 h.

LILLE

Réunion publique le samedi 12 juin à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 19 juin à 15 h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République).
Permanence le mercredi 7 juillet à 18 h au « Bar de l'Industrie », angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3^e (M^o Saxe-Gambetta).
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3^e dimanche de chaque mois, à partir de 11 h 30 et au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 5 juin à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 (sortie M^o Chartreux).
Permanence le mardi 22 juin de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

NANTES

Réunion publique le samedi 19 juin à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 4 juin et 2 juillet à 20 h 30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande les samedis 19 juin et 10 juillet, de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS

Réunion publique le samedi 26 juin à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.
Permanence les samedis 12 juin et 3 juillet de 18h à 20h, même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Permanence le samedi 12 juin à 14 h 30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 25 juin à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.
Permanence les vendredis 4 juin, 18 juin et 2 juillet, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 13, 20 et 27 juin, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence les samedis 26 juin et 3 juillet à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les vendredis 11 juin et 9 juillet de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 Köln, 41 - R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

- RI : abonnement à 3 : 240 F - à 5 : 400 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F - à 3 : 250 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS

à adresser à : RI, BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc.) :

RÉVOLUTION INTERNATIONALE
R. I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière
(15 F + 5 F pour frais d'envoi)

Nation ou classe (15 F + 5 F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière
(30 F + 8 F)

Plateforme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 5 F)

Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 5 F)

La décadence du capitalisme (15 F + 5 F)

L'Etat dans la période de transition
(20 F + 8 F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)
(10 F + 8 F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 15 F)

La Gauche hollandaise (120 F + 15 F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F)

La Révolution russe (nouvelle édition)
(15 F + 8 F)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beaumais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

Courant Communiste International
Revue Internationale / 73

2^e trimestre 1993

15 F F / 75 F b

Situation internationale
LE NOUVEAU DESORDRE MONDIAL

Crise économique mondiale
LE CAPITALISME ALLEMAND A BOUT DE SOUFFLE

Décadence du capitalisme
L'IMPOSSIBLE "UNITE DE L'EUROPE"

Qui peut changer le monde ? (1ère partie)
LE PROLETARIAT EST BIEN LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Le communisme n'est pas un bel idéal mais une nécessité matérielle
LES REVOLUTIONS DE 1848 : LA PERSPECTIVE COMMUNISTE SE CLARIFIE

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe

autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

- ANGERS** : « Contact » - rue Lepneveu
- BORDEAUX** : « Le Roi Lire » - rue S^m-Catherine
- BREST** : « Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès
- CLERMONT-FERRAND** : « Le Papyvore » - 3, rue de l'Ente
Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras
« Maison de la Presse » - place de Jaude
- DIEPPE** : « Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue
- DUNKERQUE** : « Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré
- GRENOBLE** : « Le Sphinx » - 6, rue Brocherie
« L'encres sympathique » - 6, rue Saint-Laurent
- LAVAL** : « Point presse » - Centre C^{id} La-Mayenne
« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille
- LE HAVRE** : « Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

- LILLE** : « Galerie » - 57, rue de Béthune
Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny
« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq
- LYON** : « La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)
- MARSEILLE** : « Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})
« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)
« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)
- MELUN** : « La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaule
- MONTAUBAN** : « Maison de la Presse » - rue de la République
- MONTPELLIER** : Tabac « Le Rallye » - 20, Bd du Jeu-de-Paume
Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

- NANTES** : « Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur
« Lanoé » - 2, rue de Verdun
« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais
- NICE** : « Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine
- ORLEANS** : « Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance
- PARIS** : « L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})
« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})
« La Boulangerie » - 67, rue de Bagneux (Montrouge)
- SAINT-ETIENNE** : « Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet
« Utopia » - rue Pierre-Berard
- SAINT-NAZAIRE** : « Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès
- TOULON** : « Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc
- TOULOUSE** : « Toulouse Presse » - 60, rue Bayard
« FNAC » - 81, bd Carnot
« Les Arcades » - place du Capitole

«LUTTE OUVRIERE» :

Anti-capitaliste en paroles, anti-ouvrier dans les faits

Le groupe trotskiste Lutte Ouvrière (L.O.) se présente aujourd'hui devant les ouvriers avec des discours très radicaux qui lui confèrent un vernis révolutionnaire. En effet, en paroles, à longueur d'articles ou de meetings, cette organisation dénonce avec virulence la gauche comme la droite, renvoyant l'une et l'autre dos à dos comme autant de partis bourgeois, invite les ouvriers à exprimer leur combativité et à se mobiliser sur leur seul terrain véritable, celui de la lutte de classes tout en fustigeant avec véhémence les syndicats dans leur rôle de sabotage dans ces luttes. Bref, L.O. tente d'apparaître comme le défenseur le plus intransigeant des ouvriers, et surtout comme un fervent partisan de la lutte de classes. Qu'en est-il en réalité ?

Les faits sont à l'opposé de tout ce verbiage. Et ils sont têtus. Ils démontrent au contraire la nature parfaitement bourgeoise et contre-révolutionnaire de cette organisation à travers le soutien critique mais néanmoins réel dont elle témoigne envers les partis bourgeois de gauche et envers les pires mystifications anti-ouvrières que ceux-ci véhiculent.

L.O. cherche d'abord à faire oublier qu'elle a naguère contribué à mettre au pouvoir une équipe de gauche qui a tapé à tour de bras sur la classe ouvrière. Mais elle tente en même temps de masquer son soutien sans faille aux menées les plus criminelles perpétrées par la bourgeoisie contre le prolétariat, à commencer par la contre-révolution stalinienne.

La participation de L.O. à la défense de la mystification électorale et de la gauche du capital

L.O. a l'immense culot de proclamer aujourd'hui, à travers la plume de son éditorialiste Arlette Laguiller : «s'il y a quelque chose à retenir de la période depuis 1981, c'est que le bulletin de vote ne servait à rien, sinon à leurrer ceux qui, du côté de la classe ouvrière, croyaient qu'il pouvait être un moyen d'améliorer le sort des travailleurs» («L.O.» n°1292). Il est tout de même un peu fort de voir s'exprimer ainsi la candidate la plus assidue (après Mitterrand, mais sans avoir le même âge) aux élections présidentielles où elle s'est présentée régulièrement à trois reprises déjà, sans rater une seule occasion aux «suffrages des électeurs» et des ouvriers en particulier. Et c'est carrément se payer la tête de tous ceux qui ont été rançonnés une fois de plus par L.O. lors des dernières élections législatives pour permettre à ses 247 candidats de se présenter, sans compter tous ceux (souvent les mêmes) qui se sont laissés «leurrer» simplement en se laissant entraîner, derrière L.O. dans le piège du cirque électoral. Derrière un discours anti-parlementaire de façade où L.O. vient chaque fois raconter APRES COUP

que le bulletin de vote ne sert à rien, cette organisation ramène chaque fois les ouvriers sur le terrain électoral de la bourgeoisie.

Mais la duplicité de L.O. ne s'arrête pas là. Avec un aplomb incroyable, elle prend par exemple pour cible le PC qui «en appelant au deuxième tour au rassemblement de toutes les forces de progrès, sert donc une fois de plus de marchepied au PS» («L.O.», n°1290), en prétendant faire oublier aux prolétaires toutes les circonstances dans lesquelles L.O. elle-même a commis la même infamie par rapport à la gauche. En particulier, alors qu'elle ne trouve pas de mots assez durs envers le PS qualifié de parti bourgeois et son action anti-ouvrière au gouvernement, elle s'efforce d'effacer les traces de son soutien indiscutable à Mitterrand en 1974 comme en 1981. Dans son n°298 de mai 1974, L.O. clamait à la une : «le 19 mai, tous les travailleurs doivent voter Mitterrand» en précisant «pas une seule voix ouvrière ne doit manquer à la gauche». Mais elle récidivait sept ans plus tard en étalant en manchette de son n°675 l'appel suivant : «le 10 mai, sans illusion mais sans réserve, votons Mitterrand!». Que L.O. enjolive cet appel en invitant les ouvriers «à ne pas signer de chèques en blanc à Mitterrand», selon le leitmotiv de l'époque, ne change rien au fait que ce soutien «sans réserve» démontre sans ambiguïté que L.O. a participé, à son niveau, en assumant sa fonction de rabatteur des ouvriers les plus combattifs dans le giron des partis de gauche, à mettre au pouvoir ceux qu'elle fait mine de pourfendre aujourd'hui, qu'elle milite en faveur des ennemis du prolétariat.

Mais nos trotskistes ne se limitent pas à ce soutien des héritiers du parti de Noske et Scheidemann, massacreurs du prolétariat en Allemagne en 19; ils ont tenté de s'acoquiner avec la racaille stalinienne. Déjà, dès 1985, ils saluaient le retour du PC et de la CGT dans l'opposition l'année précédente pour encadrer et saboter les luttes ouvrières comme quelque chose de positif pour le prolétariat en affirmant que cela démontrait qu'il «subsistait dans le PC comme dans la CGT des militants courageux et de véritables révolutionnaires». Par la suite, L.O. n'a pas cessé de courtiser le parti stalinien chaque fois que l'occasion lui était donnée d'entreprendre une activité commune avec lui, proposant notamment au PCF en 1988 une alliance électorale pour les législatives.

LO, ultime défenseur du stalinisme

Cependant l'admiration de L.O. pour le modèle donné par «le grand frère» stalinien ne s'arrête pas là et on peut même constater qu'aujourd'hui, l'élève dépasse le maître. Quelle est en effet la position de L.O. vis-à-vis de la question russe, après l'éclatement de l'URSS et l'effondrement des régimes staliniens quand on sait que le courant trotskiste a toujours défendu l'idée d'un «Etat ouvrier dégénéré» en URSS ? En épluchant les articles datant de ces derniers mois que L.O. a consacrés à la situation dans l'ex-URSS dans sa

presse hebdomadaire livrée au «grand public», derrière une description événementielle et journalistique du chaos et des luttes de cliques qui secouent ce territoire, on a du mal à discerner et identifier quelles sont les positions politiques de ce groupe face à une telle situation, même si, de temps à autre, au détour d'une phrase, est évoquée une «marche vers le rétablissement du capitalisme» («L.O.» n°1296) qui peut troubler et rendre perplexe plus d'un lecteur. Ce n'est qu'en ouvrant leur organe théorique «Lutte de Classe», réservé à un cercle beaucoup plus restreint d'initiés (militants ou sympathisants proches) que tout s'éclaire. Et là, on découvre une «analyse» que même des staliniens pur sucre du PC n'osent plus aujourd'hui affirmer. Ainsi, dans le n°50 de cette revue datée de novembre 1992 et entièrement consacrée à l'URSS, on peut lire : «Quel que soit l'aboutissement de l'évolution en cours dans l'ex-Union Soviétique, nous continuerons à défendre que l'Union Soviétique représentait une réalité sociale positive, MEME AU TEMPS DE STALINE (souligné par nous) ou après, car son développement industriel plus rapide qu'ailleurs, sa capacité à se hisser, au moins pour un moment, de pays sous-développé au rang de deuxième puissance du monde, étaient dus à l'héritage de la révolution prolétarienne de 17. Sans cet héritage, la bureaucratie n'aurait pas pu réaliser ce qui l'a

d'une continuité, d'un «lien de parenté» entre le puissant mouvement révolutionnaire prolétarien de 1917 qui était le premier assaut vers la révolution mondiale et la contre-révolution stalinienne qui en fut le fossoyeur. L.O. cherche encore à jeter les ouvriers dans les griffes des staliniens en leur faisant avaler jusqu'au bout qu'il y aurait des «acquis de 17» et quelque chose «d'ouvrier» ou de «progressiste» à défendre dans l'ex-URSS. Mais de quels «acquis de 17», de quelles «conquêtes sociales» parle L.O. ? L'emploi garanti ? Le logement ? Quand on sait que, lors de leur grève de 1989, les mineurs du Donbass devaient encore travailler comme des bêtes de somme et vivre dans des cabanes en bois sans électricité dans des conditions pires que les mineurs du siècle dernier en France ! La gratuité des services de santé ? Gratuité de la pénurie, oui... avec des soins sans médicaments ou des hôpitaux insalubres.

Quand L.O. parle du rang de deuxième puissance mondiale de l'URSS, il ne s'agit que d'une vaste fumisterie; en restant dans le flou pour définir de quelle puissance il s'agit, elle tente de faire accréditer l'idée de puissance économique, ce qui est totalement faux. C'est en tant que puissance militaire, précisément construite sur le dos des ouvriers que l'URSS pouvait briguer le second rang et c'est d'ailleurs à ce titre qu'elle a pu défendre sa place de tête de bloc impérialiste face aux USA. C'est par la force des armes, la militarisation forcée de toute la vie sociale, le brigandage impérialiste, et avec le sang de millions de prolétaires que l'URSS stalinisée avec la complicité de toutes les autres puissances capitalistes a pu s'édifier. Prétendre qu'un tel Etat était un «Etat ouvrier» est sinistrement abject. Cela prouve que cette organisation se pose en défenseur le plus acharné du capitalisme d'Etat qui n'était en URSS que l'expression la plus caricaturale du mode universel de domination imposé par le capitalisme dans sa période de décadence.

Peut-on s'étonner que L.O. poursuive sa logique en déclarant : «Il est donc prématuré d'abandonner la notion d'Etat ouvrier dégénéré pour exprimer ce qu'est actuellement l'ex-URSS ou ce qu'il en reste, et principalement la Russie ex-soviétique» (brochure déjà citée, p. 38). Elle ne fait que reprendre à son compte l'entreprise criminelle qu'ont menée toutes les organisations trotskistes depuis un demi siècle en appelant les prolétaires à se faire massacrer dans la guerre impérialiste, depuis la seconde boucherie mondiale jusqu'aux guerres de «libération nationale» soutenues par l'URSS, au nom de «la défense de la patrie socialiste, de l'Etat ouvrier ou des acquis résiduels de la révolution de 17». Depuis 50 ans, les trotskistes ont pu chercher à embrigader un maximum d'ouvriers derrière cette abominable mystification.

(SUITE PAGE 6)



été en Union Soviétique et la démonstration de la puissance de l'étatisation et de la planification n'aurait pu être faite» (p. 38). Comment prétendre avoir quoi que ce soit de révolutionnaire quand on insulte ainsi la mémoire de dizaines de milliers de bolcheviks et de révolutionnaires qui ont payé de leur sang leur lutte face à la contre-révolution stalinienne, quand on crache sur des générations de dizaines de millions de prolétaires qui ont vu leur existence sacrifiée sur l'autel de la plus féroce exploitation capitaliste de l'histoire, quand on jette cela à la face de leurs enfants, aujourd'hui relégués au dernier seuil de la pauvreté. L.O. perpétue ainsi de manière particulièrement crapuleuse l'odieuse plus grand mensonge de l'histoire de l'humanité colporté par toute la bourgeoisie depuis plus de soixante ans : celui

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'éclatement du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le OCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.